RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

Plan d'actions

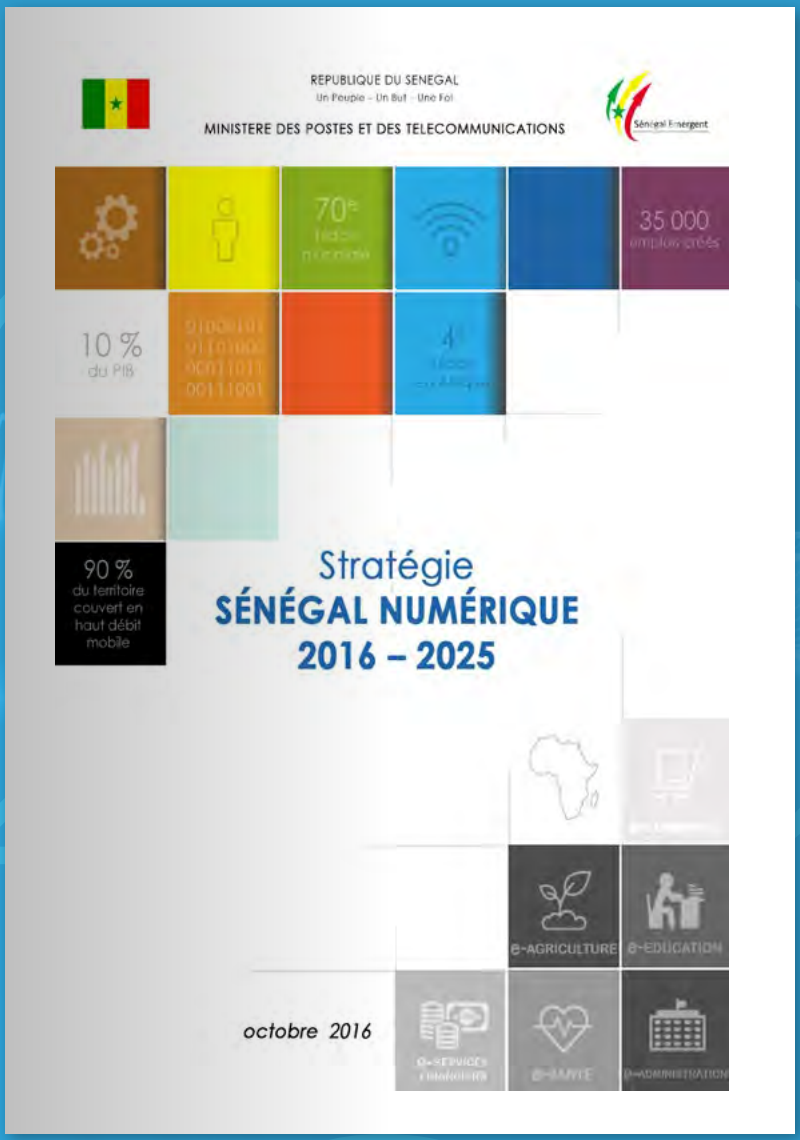
Actualisation de la stratégie Sénégal numérique 2025 (SN2025)

En partenariat avec le

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

PNUD

SN2025
(1ère version)



Télécharger

Table des matières

Résumé exécutif 4

Rappel du contexte 4
Enjeux de l'actualisation de la SN2025 5
Démarche proposée et mise en œuvre 6
Prérequis axes et actions retenues 7
Résumé du plan d'actions opérationnel 8
Financement de la SN2025 11
Pilotage et Suivi de la mise en œuvre de la SN2025 14

Introduction 16

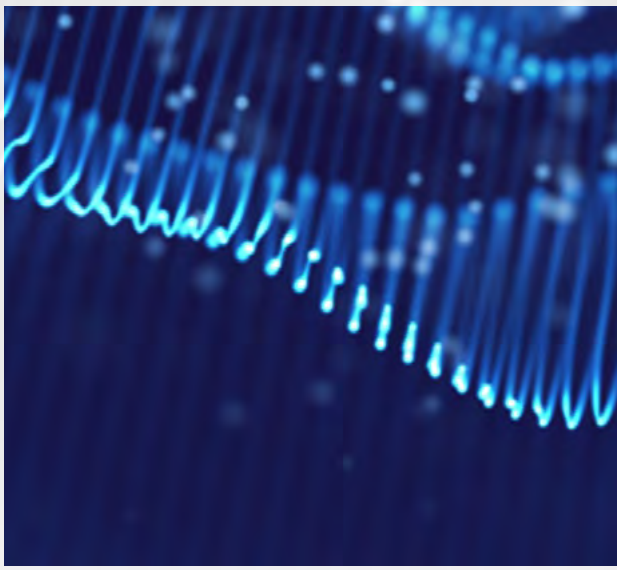
Rappel du contexte 16
Enjeux de l'actualisation 17
Démarche proposée et mise en œuvre 18
Prérequis, axes et objectifs stratégiques 19
Portefeuille de projets et priorisation des projets 20
Plan de financement du plan d'action et des projets prioritaires 21
Leçons apprises 21

Présentation du Plan d'action 22

Prérequis 1 : Cadre Juridique et Institutionnel 22
Prérequis 2 : Capital humain 26
Prérequis 3 : Confiance numérique et cyber sécurité 32
Axe 1 : Accès ouvert et abordable aux réseaux et services numériques 34
Axe 2 : Administration numérique au service des citoyens et des entreprises 40
Axe 3 : Développement d'une industrie du numérique innovante et créatrice de valeurs 46
Axe 4 : Diffusion du numérique dans les secteurs économiques 49

Plan de financement 58

Principes de financement 58
Coût de la stratégie par composantes 60



Résumé exécutif

Ce résumé fait état des résultats de l'actualisation de la stratégie « Sénégal numérique 2025 » (SN2025) ainsi que des orientations retenues dans la nouvelle stratégie assortie d'un plan d'action opérationnel et d'un plan de financement.

Rappel du contexte

La stratégie « Sénégal numérique 2025 » (SN2025) a été élaborée en 2016 dans le cadre de la mise œuvre du Plan Sénégal Émergent (PSE) pour servir de catalyseur à la modernisation de l'économie et à l'amélioration de la compétitivité. Le numérique est, en effet, un des secteurs moteur de l'économie et contribue à la croissance du PIB de l'ensemble des autres secteurs économiques.

En Octobre 2019, des difficultés dans la mise en œuvre de la SN2025, liées notamment au manque de financement et à des lenteurs dans la mise en place des instances de gouvernance, ont été constatées. Les nouvelles autorités du Ministère ont alors jugé nécessaire de réactualiser la Stratégie et de lui associer un plan d'action opérationnel pour une mise en œuvre effective.

La SN2025 s'articule autour de trois (3) prérequis et quatre (4) axes, qui sont pris en charge dans le cadre de **28 réformes et 69 projets.**

LES PRÉREQUIS :

+ Cadre juridique et institutionnel ;
+ Capital humain ;
+ Confiance numérique.

LES AXES :

- Accès ouvert et abordable aux services numériques ;
- Administration connectée au service des citoyens et des entreprises ;
- Promotion de l'industrie numérique innovante et créatrice de valeur ;
- Diffusion du numérique dans les secteurs économiques prioritaires.

Enjeux de l'actualisation de la SN2025

Une requête du MENT adressée au PNUD pour l'actualisation de la stratégie a abouti au recrutement d'un pool de trois consultants avec comme mission de :

- Faire un état des lieux de la mise œuvre de la SN2025 ;
- Garantir l'alignement de la stratégie au deuxième plan d'actions prioritaires du PSE (2019-2023) et aux ODD dans le cadre de l'agenda 2030 ;
- Actualiser la Stratégie en intégrant les nouvelles tendances et actions pertinentes en cours ;
- Proposer l'élaboration d'un plan d'actions opérationnel adossé à son financement ;
- Veiller à la coordination des actions / initiatives en cours au Sénégal ;
- S'assurer de la prise en compte de la dimension genre au niveau de la formulation de la stratégie.

Démarche proposée et mise en œuvre

L'approche méthodologique proposée et mise en œuvre, s'appuyant sur les meilleures pratiques, a permis de faire les constats suivants :

- Une implémentation insuffisante de la stratégie avec un taux de réalisation de 19% ;
- Une faiblesse dans l'exécution des projets avec 12% de réalisation ;
- La nécessité de prendre en compte la dimension genre ;
- Le déficit d'implication du secteur privé dans la mise en œuvre de la Stratégie ;
- La non-opérationnalisation du cadre de suivi régulier ;
- Un retard dans la mise en place des instances de gouvernance ;
- Une absence d'un plan d'actions clair intégrant des indicateurs de performance ;
- Une faible appropriation de la stratégie SN2025 par les parties prenantes ;
- Un déficit de communication autour de la SN2025 ;
- Un déficit dans la mobilisation des fonds pour le financement des projets.

Du côté des points positifs, on retiendra une meilleure prise en charge des réformes dont 36% ont été réalisées, comparées aux projets (12%).

Globalement, sur l'ensemble des 97 réformes et projets de la SN2025, 18 ont été réalisés.

Parmi les réalisations, les principales ont été :

- Élaboration d'un plan national haut et très haut débit ;
- Révision du mode de tarification des faisceaux hertziens au regard du développement du trafic des données liées au très haut débit mobile ;
- Suppression des barrières à l'entrée de nouveaux acteurs sur le segment de l'accès à l'Internet (ISP/FAI) ;
- Mise en place du cadre réglementaire permettant l'attribution des autorisations d'opérateurs d'infrastructures (câbles sous-marin, fibre optique, Senelec, etc...) ;
- Élaboration d'un document de politique nationale de cyber sécurité et de lutte contre la cybercriminalité ;
- Élaboration de la lettre de politique sectorielle des télécommunications ;
- Actualisation du Code des Télécommunications et des textes sur la société de l'information.

La SN2025 actualisée et le plan d'action qui lui est associé ont été conçus à partir d'une approche méthodologique qui au contraire vise à favoriser l'adhésion des parties prenantes, leur appropriation de la Stratégie, et un meilleur engagement de leur part vis-à-vis de la mise en œuvre du plan d'actions. A cet égard, plusieurs initiatives ont été prises pour identifier les actions majeures du plan dont :

+ L'organisation d'un séminaire de planification stratégique, regroupant la quasi-totalité des acteurs de l'écosystème du numérique ;
+ La tenue de focus group avec les groupements de femmes ainsi qu'avec des secteurs économiques prioritaires (agriculture, élevage, pêche, enseignement supérieur) ;
+ Des échanges avec le secteur privé (UNACOIS Diapo et OPTIC) qui s'est entièrement impliqué dans les actions proposées.

Le plan d'action de la SN2025 actualisée a aussi intégré les actions de la SN2025 en cours de réalisation ainsi que les actions non réalisées, considérées cependant comme pertinentes sur la période 2020-2025.

Prérequis axes et actions retenues

En définitive le plan d'actions de la SN2025 est articulé autour de 3 prérequis et 4 axes stratégiques :

+ **Prérequis 1 :** Cadre juridique et institutionnel ;
+ **Prérequis 2 :** Capital humain ;
+ **Prérequis 3 :** Confiance numérique et cyber sécurité ;
+ **Axe 1 :** Accès ouvert et abordable aux réseaux et services numériques ;
+ **Axe 2 :** Administration numérique au service des citoyens et des entreprises ;
+ **Axe 3 :** Développement d'une industrie du numérique innovante et créatrice de valeurs ;
+ **Axe 4 :** Diffusion du numérique dans les secteurs économiques.

Ces prérequis et axes stratégiques sont pris en charge dans le cadre de 23 objectifs stratégiques et 74 actions dont 24 prioritaires, répartis comme suit :

Prérequis 1 : 3 Objectifs et 9 Actions dont **2 actions prioritaires**

Prérequis 2 : 2 Objectifs et 12 Actions dont **4 actions prioritaires**

Prérequis 3 : 1 Objectif et 3 Actions dont **2 actions prioritaires**

Axe 1 : 4 Objectifs et 13 Actions dont **7 actions prioritaires**

Axe 2 : 3 Objectifs et 14 Actions dont **7 actions prioritaires**

Axe 3 : 2 Objectifs et 7 Actions dont **2 actions prioritaires**

Axe 4 : 8 Objectifs et 16 Actions dont **8 actions prioritaires**

Plusieurs projets et actions structurants ont été identifiés dans la nouvelle stratégie dont leur mise en œuvre permettra, sans doute, de transformer le secteur. On retiendra, entre autres :

- La mise en place de cursus de formation sur les technologies émergentes (IoT, Big Data, etc.) ;
- La mise en place de l'identifiant unique du citoyen ;
- L'identification de projets permettant de développer l'usage du numérique dans les secteurs économiques prioritaires (agriculture, pêche, élevage, santé, etc.) ;
- Des actions orientées genre permettant de réduire les inégalités.

Résumé du plan d'actions opérationnel

PRÉREQUIS 1

Sommaire	Responsable	Budget (Millions FCFA)
Action 121 : Renforcement de l'autorité gouvernementale (AG) en charge du numérique	**Présidence de la République** Ministre en charge du numérique (AG)	Pas de budget
Action 122 : Opérationnalisation de l'Observatoire National du Numérique	**MENT** ANSD ARTP Opérateurs OPTIC	500

PRÉREQUIS 2

Sommaire	Responsable	Budget (Millions FCFA)
Action 211 : Introduction du numérique dans les curricula de formation (du primaire au secondaire)	**MEN** **MESRI** MEFPA	50 000
Action 212 : Intégration du numérique dans le système éducatif et la formation	**MEN** **MESRI** **MEFPA**	20 000
Action 213 : Création de filières de formation sur les technologies émergentes (big data, cloud IA, IOT)	**MESRI**	10 000
Action 225 : Développement de partenariats avec les Majors dans le domaine des TIC pour la certification des compétences	Secteur Privé MESRI CNC MENT MFPA	500

PRÉREQUIS 3

Sommaire	Responsable	Budget (Millions FCFA)
Action 311 : Création de la structure nationale en charge de la cyber sécurité	**CNC** MENT Min forces Armées	**3 200** budget fonctionnement estimé **300** budget création
Action312 : Mise en place d'une infrastructure nationale de gestion de la certification électronique (PKI national)	**CNC** MENT	500

AXE 1

Sommaire	Responsable	Budget (Millions FCFA)
Action 413 : Mise en place de Réseaux d'accès Fixes	**MENT**	1 000
Action 414 : Mise en place de Réseaux d'accès Mobiles	**MENT**	1 000
Action 415 : Hébergement	**MENT**	1 000
Action 421 : Extension : Backbone national fibre optique et MAN	**MENT (ARTP)** **Opérateurs**	50 000
Action 422 : Extensions couverture : réseaux d'accès THD Mobile (4G)	**MENT (ARTP)** **Opérateurs**	250 000
Action 423 : Extension couverture : Réseaux d'accès THD Fixe (FTTH)	**MENT** **ARTP** **Opérateurs**	43 000
Action 431 : Poursuivre le développement de datacenters	**Opérateurs** **Secteur privé**	10 000

AXE 2

Sommaire	Responsable	Budget (Millions FCFA)
Action 511 : Élaboration d'une stratégie e-gov (transformation numérique de l'administration)	**MENT**	600
Action 512 : Généralisation de l'intranet gouvernemental au niveau national	**MENT (ADIE)**	300 000
Action 513 : Création d'une identité numérique fiable (PP – PM)	**Ministère de l'intérieur**	4 000
Action 521 : Dématérialisation des procédures administratives prioritaires	**Secteur privé** **ADIE**	3 000
Action 522 : Mise en place d'un système de paiement électronique et sécurisé	**MENT** **DGCPT** **MFB**	1 000
Action 526 : Mise en place d'un référentiel digitalisé des entreprises	**APIX** **MENT (ADIE)**	1 000
Action 527 : Mise en place du système de gestion du registre national foncier	**DGID (Cadastre)**	5 000
Action 528 : Mise en place d'un Plan d'adressage national	**MCTDAT**	15 000

AXE 3

Sommaire	Responsable	Budget (Millions FCFA)
Action 621 : Développer les services d'offshoring (IT/BPO)	**Secteur privé** **APIX**	500
Action 622 : Contribution à l'entrepreneuriat numérique féminin	**MENT**	6 000
Action 624 : Mise en place d'une Ville numérique sur l'Axe Diamniadio – Sebikotane – Diass-Lac Rose	**DGPU** **MENT**	100 000

AXE 4

Sommaire	Responsable	Budget (Millions FCFA)
Action 711 : Réalisation d'un système de mesure du rendement, de l'état des sols et des plantes	**MAER**	1 300
Action 712 : Mise en place d'un système d'identification et de sécurisation du cheptel	**MEPA**	2 700
Action 713 : Mise en œuvre du programme de digitalisation du secteur de la pêche	**MPEM**	31 000
Action 721 : Mise en œuvre du plan d'actions de la stratégie	**Ministère commerce**	350
Action 731 : Développement des services financiers digitaux innovants	**MENT**	200
Action 741 : Opérationnalisation de la stratégie santé digitale	**MSAS**	35 000
Action 751 : Mise en place de la cyber infrastructure nationale pour l'enseignement supérieur et la recherche	MESRI	4 000

Financement de la SN2025

En ce qui concerne le financement de la stratégie, il repose sur sept sources :

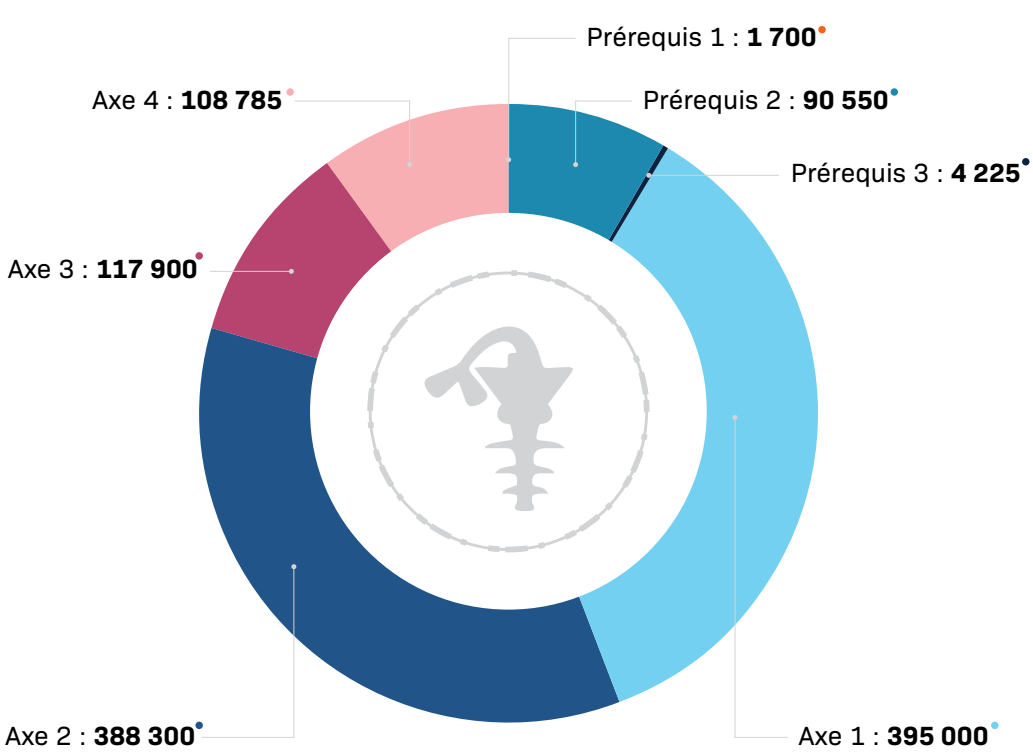
+ **Les entreprises du secteur privé (ex : les opérateurs de télécommunication) en PPP.** Ces investissements se prêtent au financement d'infrastructures de télécommunication, d'infrastructures urbaines pour les smart-cities ou de Datacenter entre autres. Cependant, le secteur privé doit pouvoir financer d'autres activités substantielles liées au commerce électronique, à la cybercriminalité, la transformation numérique de l'administration.
+ **Les fonds spéciaux (ex : le FDSUT) :** ces ressources conviennent bien, au financement d'initiatives à vocation d'équité numérique, de réduction de la fracture numérique, d'accompagnement des TPE, etc.
+ **Le financement via des bailleurs de fonds (BAD, Banque Mondiale, etc.) :** une partie des fonds de ces bailleurs peut être utilisée par exemple à la numérisation de la justice, la digitalisation de la santé, l'administration, de l'agriculture, etc.

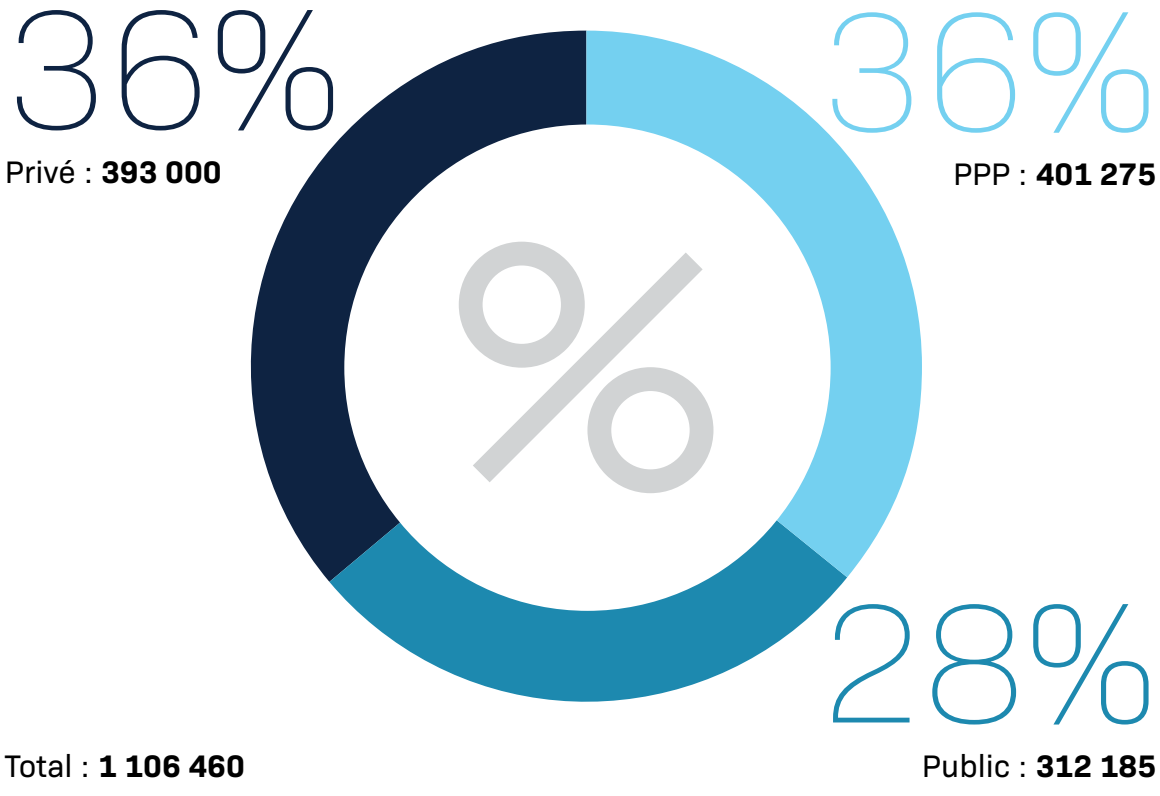
- **Le Budget de l'État :** ces ressources conviennent au financement des projets liés à la mise en œuvre de l'administration électronique, la mise à niveau des ressources humaines et des compétences, le financement des institutions créées dans le cadre de la SN 2025 (ex : agence de la cyber sécurité).
- **Les dons :** ces fonds se prêtent pour le financement d'études d'opportunité ou de faisabilité des projets et actions, d'études stratégiques liés au secteur du numérique, etc.
- **Le sponsoring :** En échange d'une visibilité, les entreprises privées ou institutions financent des activités liées au numérique.
- **Le crowfunding :** Il est devenu possible aujourd'hui, grâce à internet, de solliciter des fonds auprès d'un large public via des plateformes de crowdfunding. Ce type de financement peut prendre la forme d'un don, d'un prêt ou d'une prise de participation au capital de votre entreprise.

Ci-dessous, la répartition du financement de la SN2025 actualisée par axe et par type de financement.

Tableau : répartition du coût de la stratégie par composantes

Sommaire	Coût (Millions FCFA)
Cadre juridique et institutionnel	1 700
Capital humain	90 550
Confiance numérique et cyber securité	4 225
Accès ouvert et abordable aux réseaux et services numériques	395 000
Administration numérique au service des citoyens et des entreprises	388 300
Développement d'une industrie du numérique innovante et créatrice de valeurs	117 900
Diffusion du numérique dans les secteurs économiques	108 785
Total	**1 106 460**


Prérequis 1 : 1 700
Prérequis 2 : 90 550
Prérequis 3 : 4 225
Axe 4 : 108 785
Axe 3 : 117 900
Axe 2 : 388 300
Axe 1 : 395 000
Axe 4
Axe 3
Axe 2
Axe 1
Prérequis 3
Prérequis 2
Prérequis 1


36%
Privé : 393 000
36%
PPP : 401 275
%
28%
Total : 1 106 460
Public : 312 185

Pilotage et Suivi de la mise en œuvre de la SN2025

LE DISPOSITIF DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

L'absence de dispositif de suivi et d'évaluation a été identifiée comme l'une des faiblesses ayant impacté la mise en œuvre de la SN 2025.

Le dispositif de suivi et d'évaluation a pour objectif de :

- Garantir la cohérence globale de la SN 2025 et son alignement sur le PSE ;
- Assurer la communication autour de la SN 2025 (avancement, réalisations, bilans intermédiaires, etc.) ;
- Coordonner l'action des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la SN 2025 et s'assurer de leur engagement ;
- Identifier les risques et mettre en place les plans d'action permettant de les atténuer ;
- Prévenir les dérapages de délais et/ou de coût ;
- Fournir un appui à la recherche de financements ;
- Fournir un appui, conseil et accompagnement aux équipes chargées de la mise en œuvre (études d'opportunité, cadre méthodologique, cadre d'architecture, etc.).

PRINCIPE DE GOUVERNANCE

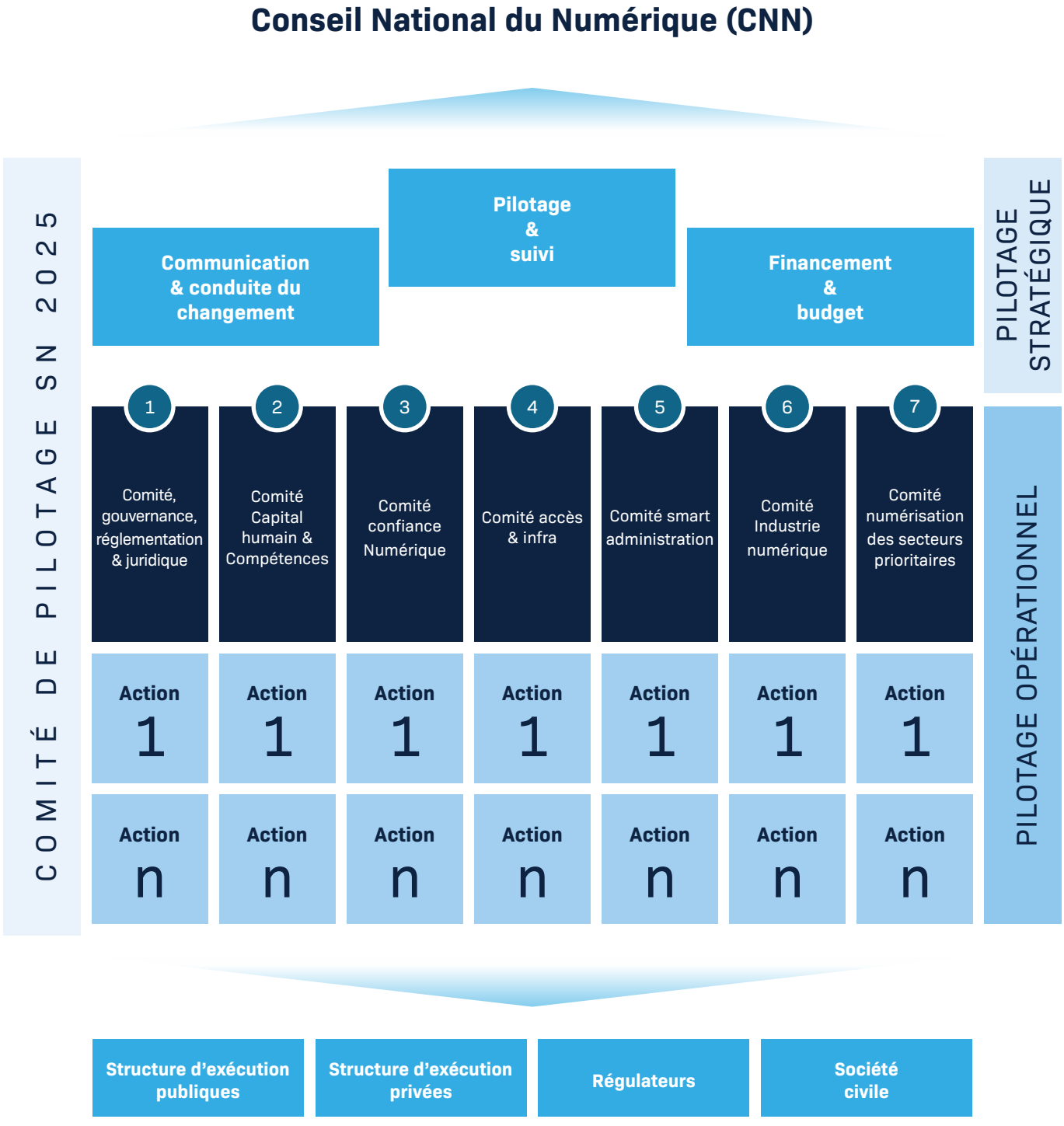
Le dispositif de suivi et d'évaluation s'articule autour des deux instances suivantes :

- Le Conseil National du Numérique (CNN) ;
- Le Comité de pilotage de la SN 2025 (Copil SN 2025) qui assure le suivi opérationnel de la mise en œuvre de la stratégie SN 2025.

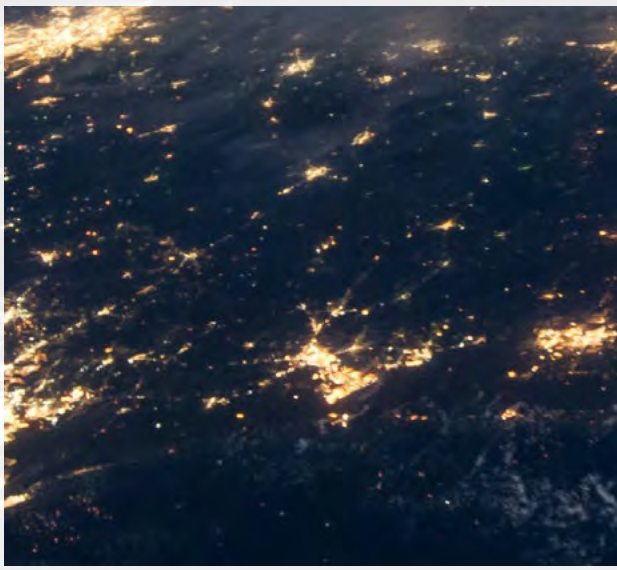
Ces instances s'appuient sur :

- Les structures d'exécution publiques : ministères sectoriels (éducation, santé, agriculture, pêche, élevage, etc.), ADIE, CNC, PTN, La Poste, FDSUT ;
- Les structures privées : opérateurs de télécommunications, FAI, MVNO ;
- Les organes de régulation : ARTP, BCEAO ;
- Les organisations patronales et professionnelles : OPTIC, Association Professionnelle des Banques, etc.
- La société civile : association des TIC, associations de femmes, etc.

Le schéma ci-dessous présente une vision d'ensemble de la gouvernance de la stratégie SN 2025.



Le Conseil National du numérique (CNN) est un organe consultatif chargé de donner des avis et conseils sur le numérique et son développement.



Introduction

L'élaboration de ce document qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la SN2025 actualisée a pour objet de présenter le plan d'action associé à la stratégie.

Rappel du contexte

La stratégie « Sénégal numérique 2025 » (SN2025) a été élaborée en 2016 pour mettre en œuvre le Plan Sénégal Émergent (PSE) et servir de catalyseur à la modernisation de l'économie et à l'amélioration de la compétitivité. Le numérique est, en effet, un des secteurs moteur de l'économie et contribue à la croissance du PIB de l'ensemble des autres secteurs économiques.

En Octobre 2019, des difficultés dans la mise en œuvre de la SN2025, liées notamment au manque de financement et à des lenteurs dans la mise en place des instances de gouvernance, ont été constatées. Les nouvelles autorités du Ministère de l'Économie Numérique et des Télécommunications ont alors jugé nécessaire de l'actualiser et de lui associer un plan d'action opérationnel pour une mise en œuvre effective.

Une requête du MENT adressée au PNUD a abouti au recrutement d'un pool de trois consultants.

Enjeux de l'actualisation

La mission des consultants a consisté à :

Faire un état des lieux de la mise œuvre de la SN2025.

Garantir l'alignement de la stratégie au plan d'actions prioritaires de la deuxième phase du PSE (2019 – 2023) et aux ODD dans le cadre de l'agenda 2030.

Actualiser la stratégie en intégrant les nouvelles tendances et actions pertinentes en cours.

Proposer l'élaboration d'un plan d'actions opérationnel adossé à son financement.

Veiller à la coordination des actions / initiatives en cours au Sénégal.

S'assurer de la prise en compte de la dimension genre au niveau de la formulation de la stratégie.

Démarche proposée et mise en œuvre

Pour rappel, l'approche méthodologique mise en œuvre, s'appuyant sur les meilleures pratiques, a permis de faire les constats suivants :

- Une implémentation insuffisante de la stratégie avec un taux de réalisation de 19% ;
- Une faiblesse dans l'exécution des projets avec 12% de réalisation ;
- La nécessité de prendre en compte la dimension genre ;
- Le déficit d'implication du secteur privé dans la mise en œuvre de la Stratégie ;
- La non-opérationnalisation du cadre de suivi régulier ;
- Un retard dans la mise en place des instances de gouvernance ;
- Une absence d'un plan d'actions clair intégrant des indicateurs de performance ;
- Une faible appropriation de la stratégie SN2025 par les parties prenantes ;
- Un déficit de communication autour de la SN2025 ;
- Un déficit dans la mobilisation des fonds pour le financement des projets.

Du côté des points positifs, on retiendra une meilleure prise en charge des réformes dont 36% ont été réalisées (12% pour les projets).

Globalement, sur l'ensemble des 97 réformes et projets de la SN2025, 18 ont été réalisés. Parmi les réalisations, les principales ont été :

- Élaboration d'un plan national haut et très haut débit ;
- Révision du mode de tarification des faisceaux hertziens au regard du développement du trafic des données liées au très haut débit mobile ;
- Suppression des barrières à l'entrée de nouveaux acteurs sur le segment de l'accès à l'internet (ISP/FAI) ;
- Mise en place du cadre réglementaire permettant l'attribution des autorisations d'opérateurs d'infrastructures (câbles sous-marin, fibre optique, SENELEC, etc.) ;
- Élaboration d'un document de politique nationale de cyber sécurité et de lutte contre la cybercriminalité ;
- Élaboration de la lettre de politique sectorielle des télécommunications ;
- Actualisation du code des télécommunications et des textes sur la société de l'information.

Pour pallier les insuffisances constatées, le présent plan d'action a été construit, sur la base d'une approche participative, dans le but de favoriser l'adhésion des parties prenantes, leur appropriation de la stratégie, et un meilleur engagement de leur part vis-à-vis des actions à mettre en œuvre. En cohérence avec cette démarche, plusieurs initiatives ont été prises pour identifier les actions majeures devant constituer le cœur du plan d'action :

- Un séminaire de planification stratégique, regroupant la quasi-totalité des acteurs de l'écosystème du numérique ;
- Des focus group avec les groupements de femmes ainsi qu'avec les secteurs économiques prioritaires (agriculture, élevage, pêche, enseignement supérieur et recherche scientifique) ont été organisés.
- Des échanges avec le secteur privé (UNACOIS Diapo et OPTIC) qui s'est entièrement impliqué dans les actions proposées.

De plus, le plan d'action de la SN2025 actualisée a intégré les actions de la SN2025 en cours de réalisation. Les actions non réalisées sur la période 2016-2019, considérées cependant comme pertinentes sur la période 2020-2025 ont également été retenues.

Toutes ces actions ont été associées à des objectifs stratégiques obtenus à la suite d'une analyse d'affinités des orientations issues du bilan de la mise en œuvre de la SN205, de l'analyse des besoins et attentes des parties prenantes, et de l'analyse SWOT. Le benchmark réalisé sur trois pays (Maroc, Tunisie, Bénin) a également été très utile dans le choix des options stratégiques.

Prérequis, axes et objectifs stratégiques

La SN2025 a adopté pour la période 2020-2025 un programme d'activités qui s'articule autour de trois (3) prérequis stratégiques et quatre (4) axes stratégiques, vingt-deux (23) objectifs stratégiques et soixante-trois (76) actions. Il s'agit :

- **Prérequis 1 :** Cadre juridique et institutionnel
- **Prérequis 2 :** Capital humain
- **Prérequis 3 :** Confiance numérique et cyber sécurité
- **Axe 1 :** Accès ouvert et abordable aux réseaux et services numériques
- **Axe 2 :** Administration numérique au service des citoyens et des entreprises
- **Axe 3 :** Développement d'une industrie du numérique innovante et créatrice de valeurs
- **Axe 4 :** Diffusion du numérique dans les secteurs économiques

Chaque objectif stratégique est pris en charge dans le cadre de plusieurs actions et activités. Au total la répartition des objectifs autour des axes s'établit comme suit :

Prérequis 1 : 3 Objectifs et 9 Actions

Prérequis 2 : 2 Objectifs et 12 Actions

Prérequis 3 : 1 Objectif et 4 Actions

Axe 1 : 4 Objectifs et 13 Actions

Axe 2 : 3 Objectifs et 15 Actions

Axe 3 : 2 Objectifs et 7 Actions

Axe 4 : 8 Objectifs et 16 Actions

Portefeuille de projets et priorisation des projets

Dans le cadre de la gestion du portefeuille de projet, toutes les actions sont assimilées à des projets. L'ensemble des actions identifiées dans le plan d'action constituent alors le portefeuille de projets. La gouvernance de ce portefeuille de projets a pour but de s'assurer que les projets restent alignés sur la stratégie et qu'ils concourent à la mise en œuvre des prérequis et axes stratégiques dont ils sont issus.

Pour prioriser les actions (projets), chacune d'entre elles a été évaluée en fonction de deux critères :

+ Son impact : l'impact permet de mesurer sa contribution à l'atteinte des objectifs stratégiques retenus ;
+ Sa complexité : la complexité est évaluée en fonction des parties prenantes impliquées, de la complexité technologique, de la maturité du cadre règlementaire, des ressources humaines et financières nécessaires, etc.

Une matrice a été construite à cet effet avec ces deux variables et une note de 0 à 10 affectée à chaque variable. Chaque projet (action) a été ainsi classé dans la matrice en fonction de la note globale qu'il a générée.

La disposition du projet dans cette matrice a déterminé la stratégie retenue pour ce projet. Par exemple, les projets structurants seront ceux situés dans le quadrant « Impact élevé et Complexité élevée ». Les projets considérés comme Quick-wins se situeront dans le quadrant « Impact élevé et Complexité faible ». Les projets situés dans le quadrant « Impact faible et Complexité élevée » devraient voir leur exécution repoussée à plus tard.

Nous avons introduit dans le plan d'action la notion de « priorité », en fonction de la position du projet dans l'un des quadrants. Cette classification à quatre niveaux a été matérialisée dans le plan au travers de la colonne « Priorité » et mis en exergue dans chaque colonne comme indiqué ci-dessous :

+ Hautement prioritaire équivaut à P1 ;
+ Prioritaire équivaut à P2 ;
+ Moyennement prioritaire équivaut à P3 ;
+ Peu prioritaire équivaut à P4.

Pour mieux comprendre la numérotation des actions et objectifs :

+ L'axe 1 correspond au numéro 4 ;
+ L'axe 1 correspond au numéro 4 ;
+ L'axe 2 correspond au numéro 5 ;
+ L'axe 3 correspond au numéro 6 ;
+ L'axe 4 correspond au numéro 7.

Exemple :

+ Action 231 correspond au prérequis 2, objectif stratégique 3 action 1.
+ Action 532 correspond à l'axe 2, objectif stratégique 3 action 2.

Plan de financement du plan d'action et des projets prioritaires

Un budget a été affecté à chaque action grâce à l'estimation du coût de mise en œuvre des activités associées. Le budget total de la stratégie a été obtenu en faisant la somme des budgets. Un plan de financement et un modèle de gouvernance des projets sera proposé dans le rapport.

En ce qui concerne les perspectives, le Gouvernement organisera après la validation de la Stratégie et du plan d'Action, une table ronde (Atelier de plaidoyer) pour l'opérationnalisation de la Stratégie et la recherche de ressources pour son financement.

Leçons apprises

L'étendue des insuffisances, lacunes et contraintes auxquelles les acteurs ont dû faire face et continuent de faire face.

L'engouement manifesté par les parties prenantes pour le projet.

Le volontarisme et l'audace dans les initiatives personnelles prises par certains acteurs dans la mise en œuvre de la stratégie sans même attendre qu'on leur demande d'agir et en dépit des contraintes auxquelles ils ont dû faire face.

La démarche participative qui a facilité l'exécution de l'étude en favorisant une meilleure implication des parties prenantes et une plus grande efficience dans la définition et la hiérarchisation de leurs besoins.

Présentation du Plan d'action

Prérequis 1 : Cadre Juridique et Institutionnel

OBJECTIF STRATÉGIQUE 11 :
ACTUALISER LE CADRE JURIDIQUE DU SECTEUR

ACTION 111 : MISE EN PLACE D'UN CADRE JURIDIQUE SUR LES DRONES

Indicateurs

Qualité et exhaustivité des textes juridiques

Résultats attendus

Cadre juridique permettant une utilisation efficiente et sécurisée des drones

Reponsables

MENT, Ministère de l'Intérieur, Ministère des forces armées

- \+ Étude et cadrage : étude des besoins, étude d'opportunité, benchmark
- \+ Production des textes juridiques
- \+ Validation et publication des textes juridiques (gouvernement, parlement, etc.)

Priorité
P2

Echéance
2021

Budget (FCFA)
100M

Financement
PUBLIC

ACTION 112 : MISE EN PLACE D'UN CADRE JURIDIQUE SUR LES DONNÉES OUVERTES

Priorité P2

Echéance 2021

Budget (FCFA) 100M

Financement PUBLIC

Indicateurs

Qualité et exhaustivité des textes juridiques

Résultats attendus

Cadre juridique permettant de faciliter la mise à disposition des données publiques dans un format exploitable.

Reponsables

MENT

+ Étude et cadrage : étude des besoins, étude d'opportunité, benchmark
+ Production des textes juridiques
+ Validation et publication des textes juridiques (gouvernement, parlement, etc.)

ACTION 113 : AMÉLIORATION DU CADRE RÉGLEMENTAIRE DE LA FISCALITÉ DU SECTEUR DU NUMÉRIQUE

Priorité P2

Echéance 2022

Budget (FCFA) 250M

Financement PUBLIC

Indicateurs

Niveau de réalisation de la révision du CGI

Résultats attendus

Cadre juridique révisé

CGI révisé

Reponsables

MFB, MENT, acteurs du numérique, régulateur

+ Identifier les prestataires de services numériques
+ Organiser une concertation nationale sur la question
+ Réaliser une étude sur la fiscalité du numérique (Benchmarks...)
+ Mettre à jour le cadre juridique

ACTION 114 : PROMOTION DE L'ACCÈS DES ACTEURS NUMÉRIQUES LOCAUX À LA COMMANDE PUBLIQUE

Indicateurs

Nombre marchés dédies aux acteurs locaux et sous régionaux

Résultats attendus

La part de marché des entreprises locales et sous régionales dans la commande publique a augmenté

Reponsables

MENT, ARMP (Autorité de régulation des marchés publics)

- \+ Faire une étude
- \+ Réaliser un benchmark
- \+ Revoir la réglementation des marchés publics

Priorité P2

Echéance 2025

Budget (FCFA) 50M

Financement PUBLIC

ACTION 115 : MISE EN PLACE DE NOUVELLES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES POUR LA RÉALISATION D'INFRASTRUCTURES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DANS LES COMMUNES

Indicateurs

Niveau de réalisation de la révision de la loi et du décret

Résultats attendus

Loi datant de 2005 sur le domaine national et le décret d'application 2005/11/82 révisés

Reponsables

ARTP, MENT, MCTDAT, ADL

- \+ Concerter entre acteurs concernés
- \+ Identifier les contraintes
- \+ Mettre à jour les textes réglementaires

Priorité P2

Echéance 2025

Budget (FCFA) 50M

Financement PUBLIC

OBJECTIF STRATÉGIQUE 12 : FINALISER LE PROCESSUS DE RÉFORMES

ACTION 121 : RENFORCEMENT DE L'AUTORITÉ GOUVERNEMENTALE (AG) EN CHARGE DU NUMÉRIQUE

Indicateurs

Qualité et exhaustivité des textes juridiques

Résultats attendus

Cadre juridique permettant une utilisation efficiente et sécurisée des drones

Reponsables

MENT, Ministère de l'Intérieur, Ministère des forces armées

- \+ Mettre en cohérence et mutualiser les actions et initiatives dans le domaine du numérique
- \+ Poursuivre le regroupement des structures publiques en charge du numérique

Priorité P1

Echéance 2021

ACTION 122 : OPÉRATIONNALISATION DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DU NUMÉRIQUE

Indicateurs

Publication du texte juridique fixant les règles de fonctionnement et d'organisation de l'ONN

Nombre de personnes ayant consulté l'observatoire

Résultats attendus

L'observatoire est opérationnel (cadre juridique et institutionnel défini)

Les indicateurs clés de suivi du secteur sont disponibles

Reponsables

MENT, ANSD, ARTP, Opérateurs de télécommunication, OPTIC

+ Mettre en place le cadre institutionnel
+ Rendre opérationnel l'Observatoire (lancer les travaux, la plateforme, enquêtes, suivi-évaluation, ...)

Priorité P1

Echéance 2021

Budget (FCFA) 500M

Financement PUBLIC

ACTION 123 : ÉLABORATION ET MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE NATIONALE DE COMMUNICATION SUR LA SN2025

Indicateurs

Nombre d'institutions locales et étrangères impactées par la communication

Nombre de publications sur la SN2025

Résultats attendus

Le Plan de communication est mis en œuvre

Reponsables

MENT

+ Élaborer la stratégie (recours à une agence de conseil spécialisée)
+ Mettre en œuvre la stratégie

Priorité P2

Echéance 2025

Budget (FCFA) 350M

Financement PUBLIC

OBJECTIF STRATÉGIQUE 13 : **DÉVELOPPER LE TÉLÉTRAVAIL**

ACTION 131 : MISE EN PLACE DU CADRE JURIDIQUE POUR LE TÉLÉTRAVAIL

Indicateurs

Nombre de structures adoptant le télétravail

Résultats attendus

Réglementation disponible

Reponsables

MENT, MT, ADIE, Associations des femmes du numérique

+ Définir les prérequis nécessaires (infrastructures numériques)
+ Analyser les risques et opportunités
+ Élaborer le cadre juridique

Priorité P2

Echéance 2024

Budget (FCFA) 100M

Financement PUBLIC

Prérequis 2 : Capital humain

OBJECTIF STRATÉGIQUE 21 :
RENFORCER LA FORMATION DANS LES TIC

ACTION 211 : INTRODUCTION DU NUMÉRIQUE DANS LES CURRICULA DE FORMATION (DU PRIMAIRE AU SECONDAIRE)

Indicateurs

Taux des établissements ayant introduit des curricula de formation au numérique

Résultats attendus

Le numérique intégré dans les curricula au primaire et secondaire

Reponsables

MEN, MESRI, MEFPA

Priorité P1

Echéance 2023

Budget (FCFA) 50 000M

Financement PUBLIC

- \+ Concevoir les curricula de formation
- \+ Former le personnel enseignant
- \+ Adapter l'infrastructure numérique dans les établissements (internet, PC, matériels, énergie)
- \+ Expérimenter (projet pilote)
- \+ Déployer

ACTION 212 : INTÉGRATION DU NUMÉRIQUE DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF ET LA FORMATION

Indicateurs

Le nombre de centres de formation équipés d'internet

Le nombre de centres de formation utilisant le numérique dans leurs cursus

Résultats attendus

Le numérique intégré dans les curricula des centres de formation professionnelle

Reponsables

MEN, MESRI, MEFPA

Priorité P1

Echéance 2022

Budget (FCFA) 20 000M

Financement PUBLIC

- \+ Élaborer une feuille de route et la mettre en œuvre (cadre juridique,)
- \+ Intégrer le numérique dans la formation initiale des enseignants
- \+ Mettre en place les infrastructures adéquates (connecter et équiper les écoles)
- \+ Élaborer et intégrer les contenus pédagogiques numériques
- \+ Introduire l'enseignement de l'informatique dès l'école primaire (bureautique, codage,)
- \+ Former les utilisateurs
- \+ Communiquer et sensibiliser

ACTION 213 : CRÉATION DE FILIÈRES DE FORMATION SUR LES TECHNOLOGIES ÉMERGENTES (BIG DATA, CLOUD IA, IOT)

Indicateurs

Nombre de filières créées

Nombre de License en informatique intégrant les technologies

Nombre de master spécialisé en technologie émergents

Résultats attendus

Filières de formation créées

Reponsables

MESRI

+ Introduire les technologies émergentes dans les formations de types License.
+ Créer des masters spécialisés dans les technologies émergentes

Priorité P1

Echéance 2022

Budget (FCFA) 10 000M

Financement PUBLIC

ACTION 214 : CRÉER DES FILIÈRES DE FORMATION, DE R&D ET D'INNOVATION DANS LE NUMÉRIQUE

Indicateurs

Nombre de laboratoires de recherche

Nombre de filières et de chercheurs

Résultats attendus

Des laboratoires de recherche sont créés

Des partenariats sont établis

Reponsables

MESRI

+ Créer des laboratoires de recherche
+ Développer des partenariats avec les acteurs locaux et internationaux publics ou privés du numérique (Microsoft, Google, Atos, etc., Estonie).

Priorité P2

Echéance 2025

Budget (FCFA) 5 000M

Financement PUBLIC

ACTION 215 : CRÉATION DE FABRIQUES NUMÉRIQUES (FABLABS) DANS LES CAPITALES RÉGIONALES

Indicateurs

Nombre de fablabs créés et fonctionnels

Résultats attendus

Fablabs disponibles dans toutes les capitales régionales

Reponsables

MESRI, MFPPA

+ Faire une étude de cadrage
+ Réaliser une expérimentation (projet pilote)
+ Déployer

Priorité P2

Echéance 2025

Budget (FCFA) 1 100M

Financement PUBLIC

ACTION 216 : PROMOTION DU NUMÉRIQUE DANS LES CENTRES DE DÉTENTION

Indicateurs

Le nombre de centres de détention ayant introduit le numérique dans leur formation

Pourcentage d'acteurs ciblés/Total des acteurs ciblés, ayant suivi des formations dans le numérique

Résultats attendus

Un programme de renforcement de capacité est disponible et opérationnel

Reponsables

Ministère justice, MENT

- \+ Analyser les besoins en matière de formation
- \+ Concevoir les programmes de formation
- \+ Équiper les centres de formation
- \+ Former les formateurs
- \+ Former les acteurs ciblés

Priorité
P3

Echéance
2024

Budget (FCFA)
500M

Financement
PUBLIC

OBJECTIF STRATÉGIQUE 22 :
RÉPONDRE À LA DEMANDE DU MARCHÉ NUMÉRIQUE

ACTION 221 : MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN D'URGENCE DE FORMATION POUR SATISFAIRE LES BESOINS DU MARCHÉ LOCAL ET MONDIAL EN EXTERNALISATION DE SERVICES (BPO/ITES)

Indicateurs

Nombre de personnes formées

Résultats attendus

Plan d'urgence disponible et mis en œuvre

Formation accessible (en ligne) avec des MOOC (Massively Open Online Courses) délivrés de différentes manières par Edx, Lydia, Coursera,

Reponsables

Secteur Privé/OPTIC, MESRI, MFP

- \+ Identifier les besoins
- \+ Élaborer un plan de formation
- \+ Expérimenter (projet pilote)

Priorité
P2

Echéance
2022

Budget (FCFA)
1 000M

Financement
PUBLIC

ACTION 222 : AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE FORMATIONS DANS LE SECTEUR DU NUMÉRIQUE POUR LES FEMMES ET LES GROUPES VULNÉRABLES

Indicateurs

Nombre de bourses de spécialisation offertes

Taux de réussite des boursiers

Taux d'insertion dans le milieu professionnel

Résultats attendus

Des bourses sont octroyées

Réseau des anciens mis en place

Reponsables

MEN, MESRI, Opérateurs de télécommunications, MENT, CNC

- Sélectionner les meilleurs candidats (filles, personnes vulnérables) dans les filières scientifiques
- Octroyer des bourses aux meilleurs candidats dans le secteur scientifique via concours
- Organiser un réseau des anciens.

Priorité
P1

Echéance
2021

Budget (FCFA)
450M

Financement
PPP

ACTION 223 : OCTROI DE BOURSES DE SPÉCIALISATION DANS LES TECHNOLOGIES ÉMERGENTES DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE FORMATION LOCAUX

Indicateurs

Nombre de bourses de spécialisation offertes

Taux de réussite

Taux d'insertion dans le milieu professionnel local

Résultats attendus

300 bourses sont octroyées/an

3000 étudiants diplômés dans les technologies émergentes/an

Reponsables

MENT

- Réaliser une étude de cadrage (identifier les établissements cibles, les profils des étudiants, les métiers cibles, les entreprises susceptibles d'accueillir les diplômés)
- Sélectionner les meilleurs candidats
- Faire le suivi du programme de bourses

Priorité
P3

Echéance
2021

Budget (FCFA)
500M

Financement
PUBLIC

ACTION 224 : MISE EN PLACE DE PROGRAMME DE FORMATION À L'ENTREPRENEURIAT NUMÉRIQUE Y COMPRIS L'ENTREPRENARIAT NUMÉRIQUE FÉMININ

Indicateurs

Nombre de personnes formées

Nombre d'entreprises créés grâce au programme

Résultats attendus

Programme élaboré et mise en œuvre

Des entreprises sont créées

Reponsables

MENT, DER, MEFPA, CTIC

- \+ Évaluer les initiatives menées actuellement (CTIC, DER)
- \+ Actualiser les programmes
- \+ Introduire le programme dans d'autres structures (universités, etc.)

Priorité
P2

Echéance
2025

Budget (FCFA)
500M

Financement
PUBLIC

ACTION 225 : DÉVELOPPEMENT DE PARTENARIATS AVEC LES MAJORS DANS LE DOMAINE DES TIC POUR LA CERTIFICATION DES COMPÉTENCES

Indicateurs

Nombre de spécialistes et certifiés disponibles

Nombre d'emplois créés

Résultats attendus

Cloud,

Big Data,

Block Chain : 1000 spécialistes et certifiés.

IA/ML : 2000 spécialistes et certifiés.

Drones : 500 emplois créés.

3D Printing : 1000 emplois créés.

Cyber sécurité : 2000 personnes qualifiées.

E-commerce : 500 emplois directs et 10 000 emplois indirects créés.

Reponsables

Secteur Privé, MESRI, Structure nationale de Cyber sécurité, MENT, MFPA

- \+ Établir un partenariat avec les éditeurs de logiciel ou fabricants de matériel (ex : Microsoft, Google, Amazon, Facebook, Oracle, etc.) pour former des cadres sénégalais
- \+ Axer la formation sur des modules techniques privilégiant l'employabilité (disposer d'une main d'œuvre prête pour remplir une fonction de support technique ; spécialiser la main d'œuvre ; élever le niveau de cette main d'œuvre vers l'excellence (Modèle Indien)).
- \+ Adresser le marché national et sous régional avec des projets qui ont un impact direct sur notre milieu (e-agriculture, e-commerce, e-mobilité, etc.)

Priorité
P1

Echéance
2025

Budget (FCFA)
500M

Financement
PUBLIC

ACTION 226 : FORMATION DU PERSONNEL DU SECTEUR PRIVÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE AUX OUTILS DU NUMÉRIQUE

Indicateurs

Nombre d'agents formés

Résultats attendus

10000 Agents formés aux outils du numérique

Reponsables

Ministère en charge du Travail, MENT, Secteur privé, CNC

- \+ Identifier les besoins
- \+ Définir les mécanismes de financement
- \+ Élaborer un plan de formation
- \+ Mettre en œuvre le plan

Priorité
P2

Echéance
2025

Budget (FCFA)
1 000M

Financement
PUBLIC

Prérequis 3 : Confiance numérique et cyber sécurité

OBJECTIF STRATÉGIQUE 31 :
METTRE EN ŒUVRE LE PLAN D'ACTIONS DE LA SNC2022

ACTION 311 : CRÉATION DE LA STRUCTURE NATIONALE EN CHARGE DE LA CYBERSÉCURITÉ

Indicateurs

Niveau d'avancement de la création de la structure

Résultats attendus

Structure opérationnelle

Reponsables

CNC, MENT, Min forces Armées, MCTDAT

- \+ Actualiser le cadre légal et réglementaire (Intégrer l'initiative dans le projet de loi d'orientation sur la cybersécurité)
- \+ Lancer la structure (qui mettra en œuvre les activités de cybersécurité)

Priorité
P1

Echéance
2021

Budget (FCFA)
3 500M

Financement
PUBLIC

ACTION 312 : MISE EN PLACE D'UNE INFRASTRUCTURE NATIONALE DE GESTION DE LA CERTIFICATION ÉLECTRONIQUE (PKI NATIONAL)

Indicateurs

Texte juridique adopté ;

Infrastructure opérationnelle

Résultats attendus

Plateforme opérationnelle

Structure de certification et d'enregistrement opérationnelle

Reponsables

CNC, MENT/ADIE

- \+ Faire une étude de l'état des lieux et cadrage
- \+ Mettre à jour le cadre juridique
- \+ Création de la structure
- \+ Lancer la structure
- \+ Mettre en place la solution de PKI (DAO, sélection et mise en place)

Priorité
P1

Echéance
2022

Budget (FCFA)
500M

Financement
PUBLIC

ACTION 313 : ETABLISSEMENT D'UN FICHIER DES INFRASTRUCTURES NATIONALES CRITIQUES

Indicateurs

nombre d'infrastructures critiques répertoriées

Résultats attendus

Le fichier des infrastructures d'information critiques (IIC) est disponible

Reponsables

MENT, ARTP, Structure nationale de cybersécurité

Priorité
P1

Echéance
2022

Budget (FCFA)
125M

Financement
PPP

- \+ Faire l'état des lieux exhaustif des vulnérabilités et des niveaux de sécurité des IIC du Sénégal
- \+ Etablir un répertoire des IIC
- \+ Mettre en place un registre national des risques, les réglementations et les directives nationales afin de promouvoir l'évaluation et la gestion des risques

ACTION 314 : RENFORCEMENT ET PROTECTION DES ENFANTS (H/F) EN LIGNE

Indicateurs

Nombre d'actions

Résultats attendus

Dispositif de protection des enfants en ligne

Reponsables

MMENT, CNRA, ARTP, Opérateurs de télécommunications

Priorité
P2

Echéance
2025

Budget (FCFA)
100M

Financement
PUBLIC

- \+ Mobiliser les ressources
- \+ Mettre en place la gouvernance
- \+ Mettre en œuvre le plan d'action

Axe 1 : Accès ouvert et abordable aux réseaux et services numériques

OBJECTIF STRATÉGIQUE 41 :
ABAISSER LA BARRIÈRE D'ENTRÉE TARIFAIRE

ACTION 411 : AMÉLIORATION DE LA CONNECTIVITÉ INTERNATIONALE

Indicateurs

Coût des capacités internationales

Résultats attendus

Arrivée d'un quatrième câble optique sous-marin international desservant le Sénégal

Reponsables

MENT, ARTP

- \+ Qualifier les stations d'atterrissement d'infrastructures essentielles (pour conduire une baisse à des tarifs de transit IP…)
- \+ Favoriser l'arrivée d'un quatrième câble optique sous-marin international desservant le Sénégal, notamment Main One, Glo-1 ou tout autre câble en projet dans la zone en veillant à un accès ouvert

Priorité
P2

Echéance
2025

Budget (FCFA)
4 000M

Financement
PRIVÉ

ACTION 412 : MISE EN PLACE BACKBONE NATIONAL FIBRE OPTIQUE ET MAN

Indicateurs

Tarif des fréquences FH

Résultats attendus

Baisse de la barrière tarifaire

Création d'un observatoire des tarifs de gros

Reponsables

MENT, ARTP

- \+ Valoriser les surcapacités alternatives
- \+ Proposer des offres de gros incitatives pour les acteurs privés
- \+ Maintenir une stabilité des tarifs des fréquences FH afin d'inciter les déploiements en fibre optique et ainsi accentuer une baisse des tarifs avec la diversité des infrastructures
- \+ Mettre en place un observatoire des tarifs de gros et permettant d'assurer des investissements efficaces

Priorité
P2

Echéance
2025

Budget (FCFA)
1 000M

Financement
PRIVÉ

ACTION 413 : MISE EN PLACE DE RÉSEAUX D'ACCÈS FIXES

Indicateurs

Tarifs

Résultats attendus

Partage d'accès fixe focalisé sur les nouvelles générations de réseaux, notamment de type FTTx.

Reponsables

MENT, ARTP

- Partager l'accès fixe (se focaliser sur les nouvelles générations de réseaux, notamment de type FTTx). Exclure le dégroupage des réseaux cuivre
- Encadrer les montants payés par les opérateurs mobiles sur les fréquences FH dédiées à l'accès
- Mettre en place un observatoire des tarifs de gros permettant un accès à la fibre aux opérateurs alternatifs.Mettre en place un observatoire des tarifs de gros et permettant d'assurer des investissements efficaces

Priorité
P1

Echéance
2025

Budget (FCFA)
1 000M

Financement
PRIVÉ

ACTION 414 : MISE EN PLACE DE RÉSEAUX D'ACCÈS MOBILES

Indicateurs

Tarifs d'accès au réseau mobile

Résultats attendus

Attribution de nouvelles licences 4G

Extension des possibilités de partage par décret

Reponsables

MENT, ARTP

- Attribuer des nouvelles licences 4G pour entrainer une dynamique concurrentielle
- Etendre les possibilités de partage par décret
- Suivre la mise en place des recommandations de l'ARTP sur les fréquences FH
- Trouver un mécanisme incitatif dans le cadre du passage à la 4G et à des couvertures étendues
- Expérimentation de la 5G en vue de l'attribution de licences

Priorité
P1

Echéance
2025

Budget (FCFA)
1 000M

Financement
PRIVÉ

ACTION 415 : HÉBERGEMENT

Indicateurs

Nombre de sites hébergés au Sénégal

Résultats attendus

Offres d'hébergement permettant de répondre aux besoins du marché à un prix abordable

Reponsables

MENT, ARTP

- \+ Soutenir l'émergence d'offres d'hébergement d'acteurs nouveaux dits pure players
- \+ Soutenir les entreprises de la filière contenu

Priorité
P1

Echéance
2023

Budget (FCFA)
1 000M

Financement
PRIVÉ

OBJECTIF STRATÉGIQUE 42 :
ETENDRE LA COUVERTURE HAUT (ET TRÈS HAUT) DÉBIT FIXE ET MOBILE

ACTION 421 : EXTENSION BACKBONE NATIONAL FIBRE OPTIQUE ET MAN

Indicateurs

Nombre de communes desservies

Résultats attendus

Déploiement d'extensions optiques

Reponsables

MENT, ARTP, FDSUT, Opérateurs, MCTDAT, ADL

- \+ Programmer le déploiement d'extensions optiques pour desservir à 2025 l'ensemble des chefs-lieux de communes
- \+ Cibler plus de 300 chefs-lieux de communes présentant des besoins en débits conséquents
- \+ Déployer l'irrigation de l'ensemble des chefs-lieux de communes

Priorité
P1

Echéance
2025

Budget (FCFA)
50 000M

Financement
PRIVÉ

ACTION 422 : EXTENSIONS COUVERTURE RÉSEAUX D'ACCÈS THD MOBILE (4G)

Indicateurs

Taux de la population couverte en 4G

Taux de couverture du territoire

Résultats attendus

90% de la population est connectée au 4G

95 % du territoire est couvert

Reponsables

MENT, ARTP, Opérateurs, FDSUT

Priorité
P1

Echéance
2024

Budget (FCFA)
250 000M

Financement
PRIVÉ

+ Mettre en œuvre une couverture 4G de 90% de la population à horizon fin 2024 (5400 Km de liaisons optiques visant le raccordement de 1054 points hauts radio mobiles)

+ Mettre en œuvre un complément de couverture 4G pour la desserte de 100% des villages prioritaires à horizon 2025 (1900 Km de liaisons optiques supplémentaires visant le raccordement de 234 points hauts radio mobiles)

ACTION 423 : EXTENSION COUVERTURE : RÉSEAUX D'ACCÈS THD FIXE (FTTH)

Indicateurs

Population couverte par le réseau THD fixe

Résultats attendus

Déploiement du réseau THD fixe (FTTH)

Reponsables

MENT/ARTP/Opérateurs

Priorité
P1

Echéance
2025

Budget (FCFA)
43 000M

Financement
PRIVÉ

+ Etendre la couverture THD de Dakar/ Diamniadio (1100 Km de linéaire optique déployé)

+ Etendre la couverture Merina, Ziguinchor, Touba, Saint-Louis, Thies (2200 Km de linéaire optique déployé)

+ Migrer les fréquences CDMA pour le développement de solutions fixe alternatives

ACTION 424 : EXTENSION COUVERTURE : CONNECTIVITÉ DES VILLAGES NON COUVERTES EN 4G

Indicateurs

Taux de couverture des zone rurales par satellite

Résultats attendus

Amélioration de la couverture des zones rurales en utilisant les technologies de communication par satellite.

Reponsables

MENT, ARTP, FDSUT, Opérateurs, MCTDAT, ADL

- \+ Faciliter l'accès aux satellites avec des équipements terminaux plus performants, plus petits, économes en énergie et moins couteux
- \+ Développer des satellites de nouvelle génération à très haute capacité afin de permettre l'accès à la connectivité à très haut débit dans les espaces ruraux comme dans les métropoles

Priorité P2

Echéance 2025

Budget (FCFA) 30 000M

Financement PRIVÉ

OBJECTIF STRATÉGIQUE 43 : INCITER LE DÉVELOPPEMENT DES CONTENUS ET HÉBERGEMENTS NATIONAUX

ACTION 431 : POURSUIVRE LE DÉVELOPPEMENT DE DATACENTERS

Indicateurs

Capacité d'hébergement

Taux d'utilisation et de remplissage

Résultats attendus

Offres d'hébergements des infrastructures IT en mode Cloud (IaaS, PaaS, SaaS)

Reponsables

Opérateurs, Secteur privé, MCTDAT

- \+ Etudier l'opportunité technico-économique pour la création de nouveaux datacenters
- \+ Favoriser l'émergence de nouveaux datacenters en permettant l'hébergement de solutions informatiques mutualisées comme dans les métropoles

Priorité P1

Echéance 2025

Budget (FCFA) 10 000M

Financement PRIVÉ

ACTION 432 : DÉVELOPPEMENT DES OFFRES EN MATIÈRE DE STOCKAGE

Indicateurs

Nombre d'entreprises faisant appel aux services de stockage externalisé

Résultats attendus

Offres de stockage externalisés sécurisées et abordables

Reponsables

Opérateurs/secteur privé

- \+ Identifier des synergies avec des offres B2B à destination des entreprises
- \+ Proposer des offres cloud national afin de consolider des données data/vidéo

Priorité P1

Echéance 2025

Budget (FCFA) 2 000M

Financement PRIVÉ

OBJECTIF STRATÉGIQUE 44 :
RENFORCER L'INCLUSION NUMÉRIQUE ET LA FORMATION AUX MÉTIERS DU HD/THD

ACTION 441 : EXTENSION DES CENTRES MULTIMÉDIA COMMUNAUTAIRES

Indicateurs

Nombre de CMC déployés dans les villages de plus de 500 habitants

Résultats attendus

Déploiement des CMC à travers le pays

Reponsables

MENT

+ Prioriser la création de CMC sur les villages prioritaires
+ Déployer les CMC à l'échelle du pays afin d'en doter tous les villages de plus de 500 habitants

Priorité
P2

Echéance

Budget (FCFA)
1 000M

Financement
PUBLIC

ACTION 442 : DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE INFRASTRUCTURES THD/ FIBRE OPTIQUE

Indicateurs

Nombre de personnes formées en fibre optique

Nombre de DIGIPOLES créés

Résultats attendus

Le plateau de formation en fibre optique est disponible et opérationnel et 300 personnes sont formées/an

3 DIGIPOLES créés/an

Reponsables

MENT, Opérateurs, ARTP

+ Développer un plateau de formation en Fibre optique
+ Etendre les pôles d'activités numériques aux grands centres d'enseignement du pays

Priorité
P2

Echéance
2023

Budget (FCFA)
1 000M

Financement
PPP

Axe 2 : Administration numérique au service des citoyens et des entreprises

OBJECTIF STRATÉGIQUE 51 : AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ET LA SYNERGIE AU SEIN DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

ACTION 511 : ELABORATION D'UNE STRATÉGIE E-GOV

Indicateurs

Niveau de d'adhésion des structures gouvernementales par rapport à la stratégie

Résultats attendus

Plan d'action et plan de financement de la stratégie

Reponsables

MENT

- + Identifier le financement
- + Préparer les TDR
- + Choisir un cabinet
- + Réaliser l'étude

Priorité
P1

Echéance
2021

Budget (FCFA)
600M

Financement
PUBLIC

ACTION 512 : GÉNÉRALISATION DE L'INTRANET GOUVERNEMENTAL AU NIVEAU NATIONAL

Indicateurs

Nombre de structures administratives connectées/nombre de structures administratives identifiées

Résultats attendus

L'interconnexion de l'ensemble de toutes les structures administratives

Reponsables

MENT(ADIE)

- + Faire un état des lieux et un diagnostic de généralisation (opportunité, scénario de numérisation)
- + Finaliser les études techniques du projet : Identification des structures administratives concernées, infrastructure existante, choix technique
- + Mobiliser des moyens financiers pour le last-miles
- + Mettre en œuvre le projet : interconnexion des bâtiments administratifs dans les communes, départements et régions

Priorité
P1

Echéance
2022

Budget (FCFA)
300 000M

Financement
PUBLIC OU PPP

ACTION 513 : CRÉATION D'UNE IDENTITÉ NUMÉRIQUE FIABLE (PP – PM)

Indicateurs

Nombre de citoyens disposant d'une identité numérique/Population totale

Nombre de services reposant sur l'identité numérique

Résultats attendus

Textes juridiques

Référentiel d'informations disponibles

Reponsables

Ministère en charge de l'Etat Civil, MENT, Ministère de l'intérieur, Ministère de la Santé et de l'Action social, Ministère du Développement communautaire de l'Equité sociale et territoriale Min Finances, Min Justice

- \+ Réaliser une étude de cadrage du projet
- \+ Mettre à niveau les textes juridiques
- \+ Mettre en place la plateforme

Priorité P1

Echéance 2024

Budget (FCFA) 4 000M

Financement PUBLIC

ACTION 514 : INTEROPÉRABILITÉ DES SI DE L'ETAT

Indicateurs

Le nombre de SI et de services interconnectés

Résultats attendus

Le référentiel d'échanges, un lexique des données échangées, la plateforme sont disponibles

Reponsables

MENT, MT

- \+ Définir le cadre d'interopérabilité
- \+ Mettre à niveau les SI de l'Etat
- \+ Mettre en place la plateforme
- \+ Déployer la plateforme sur un périmètre pilote
- \+ Généraliser la plateforme d'interopérabilité

Priorité P2

Echéance 2024

Budget (FCFA) 5 000M

Financement PUBLIC

ACTION 515 : ELABORATION ET MISE EN ŒUVRE DU PROJET D'APPUI ET D'ASSISTANCE AUX MINISTÈRES SECTORIELS

Indicateurs

Le nombre de SI et de services interconnectés

Résultats attendus

Le référentiel d'échanges, un lexique des données échangées, la plateforme sont disponibles

Reponsables

MENT, Ministères sectoriels

- \+ Appuyer l'élaboration des feuilles de route numériques des ministères sectoriels
- \+ Renforcer l'écosystème du financement des plans d'actions

Priorité P1

Echéance 2022

Budget (FCFA) 3 000M

Financement PUBLIC

OBJECTIF STRATÉGIQUE 52 :
ACCÉLÉRER LA DIGITALISATION DES PROCÉDURES ADMINISTRATIVES

ACTION 521 : DÉMATÉRIALISATION DES PROCÉDURES ADMINISTRATIVES PRIORITAIRES

Indicateurs

Nombre de procédures dématérialisés/Nombre de procédures identifiées

Résultats attendus

Procédures administratives dématérialisées prioritaires

40% des services administratifs sont mis en ligne d'ici 2025

Reponsables

MENT/ADIE, secteur privé

Priorité P1

Echéance 2023

Budget (FCFA) 3 000M

Financement PPP

- \+ Identifier des procédures administratives prioritaires à dématérialiser
- \+ Mettre en place une plateforme générique de dématérialisation des procédures administratives
- \+ Mettre en place un cadre de gouvernance pour le pilotage et la mise en œuvre des projets identifiés
- \+ Dématérialiser massivement les procédures
- \+ Mettre en place le mécanisme de conduite du changement
- \+ Mettre en place le mécanisme de suivi et évaluation

ACTION 522 : MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE ET SÉCURISÉ

Indicateurs

Le nombre de services payable à travers le système de paiement électronique

Résultats attendus

Système disponible et opérationnel, 50% de paiement de redevances dues à l'Etat sont réalisés par voie électronique en 2025

Reponsables

MENT, DGCPT, MFB

Priorité P1

Echéance 2022

Budget (FCFA) 1 000M

Financement PPP

- \+ Réaliser une étude pour l'état des lieux et de cadrage
- \+ Faire le choix de la solution
- \+ Mettre en œuvre la solution pour les services de l'Etat (Impôts et taxes)
- \+ Généraliser la solution vers d'autres services

ACTION 523 : DIGITALISATION DU REGISTRE DE L'ÉTAT CIVIL

Indicateurs

Le nombre de citoyens inscrits au registre/la population totale

Le nombre de communes (ou autres administration) où le service est disponible

Résultats attendus

Registre d'état civil mis en œuvre

Reponsables

MCTDATMENT/ADIE, Ministère de l'intérieur

- \+ Faire l'étude et le cadrage
- \+ Mettre à niveau le cadre juridique
- \+ Développer la solution
- \+ Déployer et faire la conduite du changement

Priorité
P2

Echéance
2025

Budget (FCFA)
2 000M

Financement
PUBLIC

ACTION 524 : DIGITALISATION DE LA JUSTICE

Indicateurs

Le nombre de services en ligne disponibles

Taux de couverture des activités judiciaires (affaires pénales, civiles, etc.)

Résultats attendus

Système de digitalisation des différentes procédures disponible

Reponsables

Ministère de la justice, MENT/ADIE

- \+ Elaborer une feuille de route
- \+ Mettre en œuvre la feuille de route
- \+ Développer des applications critiques
- \+ Acquérir l'infrastructure
- \+ Former et accompagner

Priorité
P2

Echéance
2025

Budget (FCFA)
20 000M

Financement
PUBLIC

ACTION 525 : DIGITALISATION DES SERVICES DANS LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Indicateurs

Nombre de collectivités digitalisées

Nombre de services disponibles en ligne

Résultats attendus

Un système d'information pour les collectivités et des services en ligne sont disponibles ;

Reponsables

MCTDAT/UAL MENT

- \+ Réaliser un Schéma Directeur Informatique des Territoires
- \+ Concevoir le développement et la mise en production des solutions numériques des territoires
- \+ Développer les services en ligne pour les collectivités territoriales
- \+ Renforcer la présence digitale des territoires (marketing digital territorial)
- \+ Doter les territoires d'équipement en infrastructure et outil numérique

Priorité P2

Echéance 2022

Budget (FCFA) 28 000M

Financement PUBLIC

ACTION 526 : MISE EN PLACE D'UN RÉFÉRENTIEL DIGITALISÉ DES ENTREPRISES

Indicateurs

Le nombre de services en ligne disponibles (création d'entreprises, arrêt d'activité, etc.)

Le nombre d'entreprise inscrite/le nombre total des entreprises

Résultats attendus

Système opérationnel

Reponsables

APIX,MENT/ADIE

- \+ Réaliser un état des lieux et une étude de cadrage (NINEA)
- \+ Mettre à niveau le cadre juridique et institutionnel
- \+ Développer la solution
- \+ Déployer et réaliser la conduite du changement

Priorité P1

Echéance 2022

Budget (FCFA) 1 000M

Financement PUBLIC

ACTION 527 : MISE EN PLACE DU SYSTÈME DE GESTION DU REGISTRE NATIONAL FONCIER

Indicateurs

Taux de couverture du territoire

Résultats attendus

Système opérationnel

Reponsables

MFB/DGID (Cadastre),MENT

- \+ Réaliser une étude de cadrage
- \+ Mettre à niveau le cadre juridique
- \+ Développer la solution
- \+ Déployer et faire la conduite du changement

Priorité P2

Echéance 2022

Budget (FCFA) 5 000M

Financement PPP

ACTION 528 : MISE EN PLACE D'UN PLAN D'ADRESSAGE NATIONAL

Indicateurs

Taux de couverture par le plan d'adressage

Résultats attendus

Système opérationnel

Reponsables

MCTDAT, MFB, ARTP, MENT

- \+ Faire l'état des lieux du projet
- \+ Mettre à jour le plan d'action de mise en œuvre du projet
- \+ Mettre en œuvre le plan

Priorité P1

Echéance 2025

Budget (FCFA) 15 000M

Financement PUBLIC

OBJECTIF STRATÉGIQUE 53 : AMÉLIORER LA TRANSPARENCE ET LA PARTICIPATION CITOYENNE

ACTION 531 : MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME D'ÉCHANGES ET DE CONSULTATION DES CITOYENS SUR LES POLITIQUES ET SERVICES PUBLICS

Indicateurs

Le taux d'accès à la plateforme (nombre de citoyens)

Le nombre d'interactions (réclamation, etc.)

Résultats attendus

Plateforme opérationnelle

Reponsables

MCTDAT, MFB, ARTP, MENT

- \+ Mettre en place un cadre institutionnel pour l'appui à la participation citoyenne ;
- \+ Sensibiliser et former des citoyens sur la bonne gouvernance
- \+ Mettre en place un portail d'accès aux informations
- \+ Mettre en œuvre un Programme de communication et de formation

Priorité P2

Echéance 2022

Budget (FCFA) 200M

Financement PUBLIC

ACTION 532 : DÉVELOPPER UN CADRE POUR L'OPEN DATA

Indicateurs

Nombre de plateformes open data sur les secteurs prioritaires

Résultats attendus

Document de stratégie sur Open Data disponible

Plateformes opérationnelles pour les secteurs prioritaires disponibles

Reponsables

MENT, Min. Justice (Direction Bonne gouvernance)

- \+ Développer la stratégie open data
- \+ Identifier les secteurs prioritaires
- \+ Mettre en place les initiatives et développer le cadre open data

Priorité P2

Echéance 2022

Budget (FCFA) 500M

Financement PUBLIC

Axe 3 : Développement d'une industrie du numérique innovante et créatrice de valeurs

OBJECTIF STRATÉGIQUE 61 :
AMÉLIORER L'ENVIRONNEMENT DE SOUTIEN AU SECTEUR PRIVÉ LOCAL

ACTION 611 : OPÉRATIONNALISATION DE LA LOI SUR LES STARTUPS

Indicateurs

Nombre de start-up enregistrées et labellisées

Résultats attendus

Les textes sont signés

100 startups sont labélisées/an

Reponsables

MENT

- Elaborer et adopter les décrets d'application
- Créer, faire fonctionner et nommer les membres de la commission
- Elaborer le plan d'actions opérationnel
- Mettre en œuvre un dispositif de suivi-évaluation
- Mettre en place le dispositif de labellisation

Priorité
P2

Echéance
2025

Budget (FCFA)
300M

Financement
PUBLIC

ACTION 612 : MISE EN PLACE ET OPÉRATIONNALISATION DU FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE

Indicateurs

Nombre de start-up enregistrées et labellisées

Résultats attendus

Le Fonds est disponible et opérationnel

Reponsables

MENT

- Finaliser le cadre juridique (décret)
- Mettre à disposition le financement du fonds
- Mettre en place la gouvernance
- Opérationnaliser le Fonds

Priorité
P1

Echéance
2025

Budget (FCFA)
10 000M

Financement
PUBLIC

ACTION 613 : CRÉATION D'INCUBATEURS RÉGIONAUX

Indicateurs

Nombre d'incubateurs mis en place par an

Résultats attendus

Incubateurs mis en place (au moins 2 par an)

Reponsables

MENT, Secteur privé, Min. Commerce, MESRI, MCTDAT

- \+ Réaliser l'étude de faisabilité
- \+ Rechercher le financement
- \+ Sensibiliser des autorités territoriales
- \+ Mise en place des incubateurs

Priorité
P2

Echéance
2025

Budget (FCFA)
1 000M

Financement
PUBLIC

OBJECTIF STRATÉGIQUE 62 : PROMOUVOIR L'INVESTISSEMENT ET L'EXPORTATION DES SERVICES IT/ BPO

ACTION 621 : DÉVELOPPER LES SERVICES D'OFFSHORING (IT/BPO)

Indicateurs

Nombre d'emplois créés

Nombre d'entreprises installées

Résultats attendus

Stratégie élaborée et entreprises créées

Reponsables

Secteur privé, APIX, Ministère en charge du Commerce, MENT

- \+ Elaborer la stratégie d'outsourcing
- \+ Adapter le cadre réglementaire
- \+ Mettre à niveau les infrastructures et les ressources
- \+ Mettre en place un plan marketing et communication

Priorité
P2

Echéance
2025

Budget (FCFA)
500M

Financement
PUBLIC

ACTION 622 : CONTRIBUTION À L'ENTREPRENEURIAT NUMÉRIQUE FÉMININ

Indicateurs

Nombre d'entreprises féminines créées

Résultats attendus

La fracture numérique est réduite

L'accès des femmes aux ressources et opportunités de l'économie numérique s'est accru

Reponsables

MENT

- \+ Former
- \+ Accompagner (mentor, coaching, réseautage)
- \+ Mettre en place des maisons du numérique pour les femmes
- \+ Promouvoir les femmes modèles dans le secteur
- \+ Organiser des « meet-up » pour partage des success stories

Priorité
P1

Echéance
2025

Budget (FCFA)
6 000M

Financement
PUBLIC

ACTION 623 : MISE EN PLACE D'UNE STRATÉGIE DES TECHNOLOGIES ÉMERGENTES (IA, BIG DATA, IOT, ...)

Indicateurs

Nombre de projets pertinents identifiés

Résultats attendus

La stratégie et le plan d'actions sur les technologies émergentes sont mises en œuvre

Reponsables

MENT

- \+ Faire l'état des lieux
- \+ Faire une analyse SWOT
- \+ Identifier les actions et projets prioritaires

Priorité
P2

Echéance
2021

Budget (FCFA)
100M

Financement
PUBLIC

ACTION 624 : MISE EN PLACE D'UNE VILLE NUMÉRIQUE SUR L'AXE DIAMNIADIO – SEBIKOTANE – DIASS-LAC ROSE

Indicateurs

Niveau d'avancement du projet Pilote

Nombre de projets réalisés

Résultats attendus

Le PTN est finalisé

Le projet Smart city finalisé

Reponsables

MENT/PTN, DGPU, MCTDAT

- \+ Finaliser le Projet de Parc des technologies numériques (PTN) : bâtiments, centre d'incubation, centre d'innovation
- \+ Mettre en œuvre le projet pilote Diamniadio Smart City
- \+ Mettre en place le cadre de développement de la ville
- \+ Aménager le pôle urbain pour accueillir la ville intelligente
- \+ Etablir des partenariats et rechercher les investisseurs

Priorité
P1

Echéance
2022

Budget (FCFA)
100 000M

Financement
PPP
+ PUBLIC
(50% 50%)

Axe 4 : Diffusion du numérique dans les secteurs économiques

OBJECTIF STRATÉGIQUE 71 : DIGITALISATION DE LA CHAINE DES VALEURS AJOUTÉES (AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE)

ACTION 711 : RÉALISATION D'UN SYSTÈME DE MESURE DU RENDEMENT, DE L'ÉTAT DES SOLS ET DES PLANTES

Indicateurs

Mesure de la production agricole

Résultats attendus

Système informatisé de gestion et de suivi des informations agricoles opérationnel

Statistiques exhaustives en matière de productivité agricole disponibles

Reponsables

MAER

+ Cadrer (Mise en place d'une TASK FORCE, Benchmark, Mise en place de commissions, Rencontres des commissions)
+ Mettre en œuvre (Acquisition d'une plateforme informatisée de gestion et de diffusion de l'information agricole, acquisition d'infrastructure technologique adéquate)
+ Former les acteurs et faire la conduite du changement

Priorité P1

Echéance 2024

Budget (FCFA) 1 300M

Financement PPP

ACTION 712 : MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'IDENTIFICATION ET DE SÉCURISATION DU CHEPTEL

Indicateurs

Nombre d'animaux identifiés /nombre total d'animaux du cheptel

Résultats attendus

Le système d'information pour l'identification du cheptel est disponible

Les données statistiques du cheptel sont disponibles

Reponsables

MEPA, MENT

+ Faire un état des lieux de l'identification (Révision et actualisation du Projet PRONIBS, Révision du Comité de gestion de l'identification)
+ Concevoir et valider les fiches d'identification
+ Rencontrer les directions et services déconcentrés
+ Valider le document unique pour l'identification
+ Mettre en place le système d'information sur le cheptel (plateforme)

Priorité P1

Echéance 2024

Budget (FCFA) 2 700M

Financement PPP

ACTION 713 : MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE DIGITALISATION DU SECTEUR DE LA PÊCHE

Indicateurs

Taux de produits certifiés

Nombre de pirogues disposant d'une balise de géolocalisation

Taux d'immatriculation informatisée des embarcations

Nombre de pirogues recensées dans la base de données

Qualité des données (Nombre d'espèces couverts par les statistiques…etc.)

Produits de la pêche et de l'Aquaculture

Résultats attendus

Plateforme de gestion et de diffusion des informations sur la certification des produits de la pêche artisanale et industrielle opérationnelle

Dispositif continu de suivi et de géolocalisation des embarcations de pêche artisanale opérationnel

Système d'identification et la pose des plaques réflectorisées d'immatriculation en aluminium sur les pirogues est effectifs

Système d'information national sur la Pêche et l'Aquaculture opérationnel

Priorité P2

Echéance 2024

Budget (FCFA) 31 000M

Financement PPP

Reponsables

MPEM, MENT

- \+ Élaborer/ finaliser la feuille de route digitale
- \+ Mettre en œuvre la feuille de route
- \+ Réaliser un système de traçabilité des produits de la pêche au Sénégal, de la capture à la commercialisation
- \+ Mettre en place un système de géolocalisation des embarcations artisanales
- \+ Mettre en place un système d'immatriculation informatisée des embarcations de type artisanale
- \+ Améliorer les statistiques du secteur de la pêche

OBJECTIF STRATÉGIQUE 72 : METTRE EN ŒUVRE LA STRATÉGIE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE

ACTION 721 : MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTIONS DE LA STRATÉGIE E-COMMERCE

Indicateurs

Panier moyen : Chiffres d'affaires/Nombre de transactions,

Nombre de sites

Nombre de personnes ayant réalisé des transactions en ligne

Résultats attendus

Le cadre pour la mise en œuvre est mis en place

Priorité P1

Echéance 2022

Budget (FCFA) 350M

Financement PUBLIC

Reponsables

Ministère commerce, MAER, MENT

- \+ Finaliser et mettre en œuvre le plan d'action de la stratégie
- \+ Mettre en place un système de labélisation des sites du e-commerce
- \+ Mettre en place le cadre juridique et réglementaire
- \+ Former et soutenir les femmes rurales et les femmes transformatrices de produits halieutiques pour la vente de leurs produits à travers le e-commerce

ACTION 722 : MISE EN ŒUVRE DE LA TRANSFORMATION DIGITALE DU SECTEUR DE LA DISTRIBUTION TRADITIONNELLE

Indicateurs

Quantité de produits sur le secteur

Résultats attendus

L'architecture et la feuille de route du système d'information et de transaction validé par les acteurs sont disponibles

Reponsables

UNACOIS Diapo, MENT, MCOMMERCE, MJUSTICE, ARTP, APIX

- Réaliser une étude d'opportunité
- Mettre en place un système d'information sur le marché de la distribution traditionnelle (créer bases de données sur le commerce, la production, la logistique de conservation, la logistique de transport, les produits, les standards de produits, les services financiers)
- Élaborer le cadre organisationnel et le système de gouvernance
- Élaborer et mettre en œuvre le système de contractualisation
- Organiser un atelier de validation du plan d'opérationnalisation

Priorité P2

Echéance 2022

Budget (FCFA) 500M

Financement PUBLIC

OBJECTIF STRATÉGIQUE 73 : PROMOUVOIR LES SERVICES FINANCIERS DIGITAUX INNOVANTS

ACTION 731 : DÉVELOPPEMENT DES SERVICES FINANCIERS DIGITAUX INNOVANTS

Indicateurs

Le nombre de services disponibles

Le nombre de personnes et d'organisations utilisant les services digitaux

Résultats attendus

Le Document de stratégie est disponible

Meilleure inclusion numérique financière

Reponsables

MENT, MFB, MEP, MC, Secteur privé, ARTP, MCTDAT (ADL)

- Élaborer une stratégie pour le développement des services financiers digitaux (SFD)
- Mettre à niveau le cadre réglementaire
- Mettre en place les plateformes et les solutions adéquates : plateforme mutualisée de Online/Mobile Banking, services de dépôts de Cash et de chèques, plateforme mutualisée pour la microfinance, etc.

Priorité P1

Echéance 2022

Budget (FCFA) 200M

Financement PPP

OBJECTIF STRATÉGIQUE 74 :
METTRE EN ŒUVRE LA TRANSFORMATION DIGITALE DU SECTEUR DE LA SANTÉ

ACTION 741 : OPÉRATIONNALISATION DE LA STRATÉGIE SANTÉ DIGITALE

Priorité P1

Echéance 2022

Budget (FCFA) 35 000M

Financement PUBLIC

Indicateurs

Nombre de projets réalisés/Nombre total de projet

Résultats attendus

Plan d'action mis en œuvre

Reponsables

MSAS, MENT, MCTDAT, CMU

- Finaliser les études de faisabilité et le budget
- Lancer le projet d'interconnexion des établissements de santé
- Lancer le projet d'utilisation à grande échelle de la télémédecine (Télé@ ccesSanté)
- Lancer le projet de mise en place la Plateforme nationale de gestion des dossiers de santé de l'usager partagés (DSUP) et de la carte de santé universelle et sécurisée
- Lancer le projet de mise en place du système d'information géographique Santé
- Lancer le projet de mise en place de la plateforme nationale de gestion et de coordination des urgences sanitaires et pré hospitalières
- Lancer le projet de mise en place du dispositif digital de gestion et de contrôle des médicaments
- Lancer le projet de mise en place de la plateforme d'interconnexion des acteurs de santé communautaire
- Lancer le projet de mise en place de l'Observatoire national de la Santé
- Lancer le projet d'équipement en Datacenter pour l'offre et la demande

ACTION 742 : UTILISATION DE DRONES AMBULANCIER POUR LE SUIVI DES URGENCES MÉDICALES

Priorité P2

Echéance 2022

Budget (FCFA) 500M

Financement PUBLIC

Indicateurs

Nombre de vols par jour

Nombre de structures sanitaires ayant bénéficié de ces services

Résultats attendus

Les services de drones ambulanciers sont fonctionnels

Reponsables

MSAS

- Réaliser un benchmark
- Mettre en place une réglementation
- Identifier les établissements de santé éligibles
- Lancer un projet pilote
- Doter les établissements de santé de drones

OBJECTIF STRATÉGIQUE 75 :
CONTRIBUER À LA GÉNÉRALISATION DU NUMÉRIQUE DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF ET LA FORMATION

ACTION 751 : MISE EN PLACE DE LA CYBER INFRASTRUCTURE NATIONALE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE

Indicateurs

Utilisateurs du supercalculateur (0 -> 100)
Nbr de services du snRER (2 -> 5)
Nbr d'utilisateurs des services du snRER (? -> 150 000)
Débit internet du réseau snRER (300 Mo -> 100 Go)
Nbr d'utilisateurs du Datacenter (0 -> 150 000)

Résultats attendus

Le Supercalculateur est fonctionnel
Le Datacenter est fonctionnel

Reponsables

MESRI

- Recruter l'équipe
- Rendre opérationnel le super calculateur
- Lancer l'étude pour le data center
- Lancer l'étude Pour le réseau SNRER (DAO/upgrade)

Priorité P1

Echéance 2022

Budget (FCFA) 4 000M

Financement PPP

ACTION 752 : FINALISATION DU SYSTÈME INTÉGRÉ DE GOUVERNANCE DE L'ESR (SIGESR)

Indicateurs

Nbr applications opérationnelles (6 -> 15)
Nbr d'utilisateurs des applications du SIGESR (7 -> 150)

Résultats attendus

Le SIGESR est opérationnel

Reponsables

MESRI

- Compléter les applications du SIGESR
- Former les utilisateurs
- Mettre en place le cadre réglementaire d'utilisation du SIGESR
- Généraliser l'utilisation du SIGESR dans l'ESR (Public et privé)

Priorité P3

Echéance 2022

Budget (FCFA) 600M

Financement PUBLIC

ACTION 753 : EXTENSION DES ENO

Indicateurs

Nbr d'ENO opérationnels (4 -> 50)

Nbr d'ENO construits (22 -> 50)

Résultats attendus

50 ENO sont opérationnels

Reponsables

UNACOIS Diapo, MENT, MCOMMERCE, MJUSTICE, ARTP, APIX

- \+ Identifier le financement pour les nouveaux ENO
- \+ Identifier le site pour chaque ENO avec les collectivités territoriales
- \+ Lancer les appels d'offre et mettre en œuvre les ENO (bâtiments et matériel de bureau et informatique)
- \+ Enrichir le contenu

Priorité
P2

Echéance
2023

Budget (FCFA)
27 000M

Financement
PUBLIC
(financement en partie par le service universel)

OBJECTIF STRATÉGIQUE 76 :
PROMOUVOIR LE NUMÉRIQUE DANS LES INDUSTRIES CULTURELLES

ACTION 761 : INTÉGRATION DU NUMÉRIQUE DANS LE SECTEUR DE LA CULTURE

Indicateurs

Nombre de sites et monuments numérisés

Résultats attendus

Les Sites et monuments sont numérisés

Reponsables

Ministère de la Culture, MCTDAT

- \+ Élaborer une stratégie ou feuille de route pour l'intégration du numérique dans le secteur culturel
- \+ Numériser les sites et monuments historiques (plan architectural)
- \+ Créer des musées virtuels
- \+ Créer des villages artisanaux virtuels
- \+ Numériser le patrimoine audiovisuel

Priorité
P2

Echéance
2025

Budget (FCFA)
3 000M

Financement
PUBLIC

OBJECTIF STRATÉGIQUE 77 :
UTILISER LE NUMÉRIQUE COMME SUPPORT POUR LA PROMOTION DU TOURISME ET L'ATTEINTE DE NOUVELLES CIBLES DE CLIENTÈLE

ACTION 771 : MISE EN PLACE D'UNE STRATÉGIE E-TOURISME (STRATÉGIE DIGITALE GLOBALE EXPLOITANT LES CANAUX WEB, MOBILE, RÉSEAUX SOCIAUX, ETC.)

Indicateurs

Pertinence des actions

Caractère innovant des actions

Résultats attendus

Stratégie s'appuyant sur le digital pour favoriser le développement du secteur du tourisme

Reponsables

MTTA

- Confier à un cabinet spécialisé l'élaboration de la stratégie e-tourisme
- La mission du cabinet consiste à établir :
  - Un diagnostic et état des lieux
  - Un benchmark
  - Les axes stratégiques
  - Le plan d'action
  - Le modèle de financement

Priorité P2

Echéance 2021

Budget (FCFA) 200M

Financement PUBLIC

ACTION 772 : MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE E-TOURISME

Indicateurs

Nombre de visites des plateformes

Nombre de sites développés

Impact sur l'activité touristique

Résultats attendus

La stratégie e-tourisme est mise en œuvre

Reponsables

Min. Tourisme, MCTDAT, MENT

- Mettre en place des plateformes électronique du tourisme et des transports aériens
- Développer le contenu numérique pour le tourisme
- Mettre en œuvre les actions de communication et de marketing digital

Priorité P2

Echéance 2022

Budget (FCFA) 1 035M

Financement PUBLIC

OBJECTIF STRATÉGIQUE 78 :
PROMOUVOIR L'INCLUSION NUMÉRIQUE

ACTION 781 : CONTRIBUTION DES TIC À L'INSERTION DES PERSONNES VIVANT AVEC UN HANDICAP « TIC ET HANDICAP »

Indicateurs

Le nombre de microentreprises en TIC développées par les personnes handicapées

Résultats attendus

Des entreprises créées sont créées par des personnes handicapées

Reponsables

MENT, CTIC, FDSUT

- \+ Faire l'analyse des besoins en matière de renforcement de capacité
- \+ Renforcer les capacités des bénéficiaires
- \+ Accompagner dans la mise en place de micros entreprises
- \+ Doter d'équipement en informatique

Priorité
P2

Echéance
2024

Budget (FCFA)
700M

Financement
PUBLIC

ACTION 782 : CONTRIBUTION DES TIC À UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE DES BESOINS DES PERSONNES ÂGÉES

Indicateurs

Le nombre de personnes âgées utilisant les TC

Le nombre de services TIC destinés aux personnes âgées

Résultats attendus

Des Services et offres TIC sont accessibles et dédiés aux personnes âgées

Reponsables

MENT, MSAS

- \+ Faire l'analyse des besoins en matière de renforcement de capacité
- \+ Renforcer les capacités des bénéficiaires
- \+ Doter d'équipement en informatique adapté
- \+ Doter d'équipement en informatique

Priorité
P2

Echéance
2024

Budget (FCFA)
700M

Financement
PUBLIC

Plan de financement

Le plan de financement vise à démontrer que les fonds nécessaires au financement de toutes les composantes du coût estimatif total de la stratégie, ont été identifiés en vue d'être mobilisés. Car, il est indispensable d'éviter qu'il y'ait du retard dans l'obtention des résultats économiques attendus de la stratégie, du fait de l'indisponibilité du financement destiné à couvrir une partie du coût de la stratégie.

A la suite des principes de financement qui seront rappelés ci-dessous, il sera présenté un résumé du plan de financement qui comprendra le coût estimatif de la stratégie :

- **Par composantes (prérequis et axes stratégiques) ;**
- **Par type de financement.**

Principes de financement

Le financement de la stratégie repose sur cinq sources :

- **Les entreprises du secteur privé (ex : les opérateurs de télécommunication):** elles peuvent contribuer au financement de la stratégie à travers des investissements permettant de créer des biens et services ou dans le cadre des partenariats publics privés (PPP). Les investissements en PPP sont consentis par des opérateurs privés en échange de concessions rémunérées par l'État dans la durée. Les investissements des entreprises privées se prêtent au financement d'infrastructures de télécommunication, d'infrastructures urbaines pour les smart-cities ou de Datacenter entre

autres. Cependant, le secteur privé doit pouvoir financer d'autres activités substantielles liées au commerce électronique, la cybercriminalité, la transformation numérique de l'administration ;

+ **Les fonds spéciaux (ex : le FDSUT) :** ces sources conviennent bien, par exemple, au financement d'initiatives à vocation d'équité numérique, de réduction de la fracture numérique, d'accompagnement des TPE, etc. ;
+ **Le financement via des bailleurs de fonds (BAD, Banque Mondiale, etc.) :** une partie des fonds de ces bailleurs pourrait être réallouée au volet numérique des programmes qu'ils financent. Ces fonds peuvent être utilisés par exemple à la numérisation de la justice, la digitalisation de la santé, de l'agriculture, etc. ;
+ **Le Budget de l'État :** le financement se fait par allocation de lignes budgétaires pour les départements ministériels et les structures chargées de la mise en œuvre de la stratégie SN 2025. Ces ressources permettent de financer les projets et actions structurantes de la stratégie SN 2025. Elles conviennent au financement des projets liés à la mise en œuvre de l'administration électronique, la mise à niveau des ressources humaines et des compétences, le financement des institutions créées dans le cadre de la SN 2025 (ex : agence d'a cyber sécurité) ;
+ **Les dons :** ces fonds sont généralement alloués dans le cadre de la coopération internationale. Ils sont généralement consentis par les organisations internationales (ex : PNUD, UE, etc.) ou parfois par des bailleurs de fonds. Ces fonds se prêtent pour le financement d'études d'opportunité ou de faisabilité des projets et actions, d'études stratégiques liés au secteur du numérique, etc. ;
+ **Le sponsoring :** En échange d'une visibilité, les entreprises privées ou institutions peuvent financer des activités liées au numérique ;
+ **Le crowfunding :** Il est devenu possible aujourd'hui, grâce à internet, de solliciter des fonds auprès d'un large public via des plateformes de crowdfunding. Ce type de financement peut prendre la forme d'un don, d'un prêt ou d'une prise de participation au capital de votre entreprise.

Coût de la stratégie par composantes

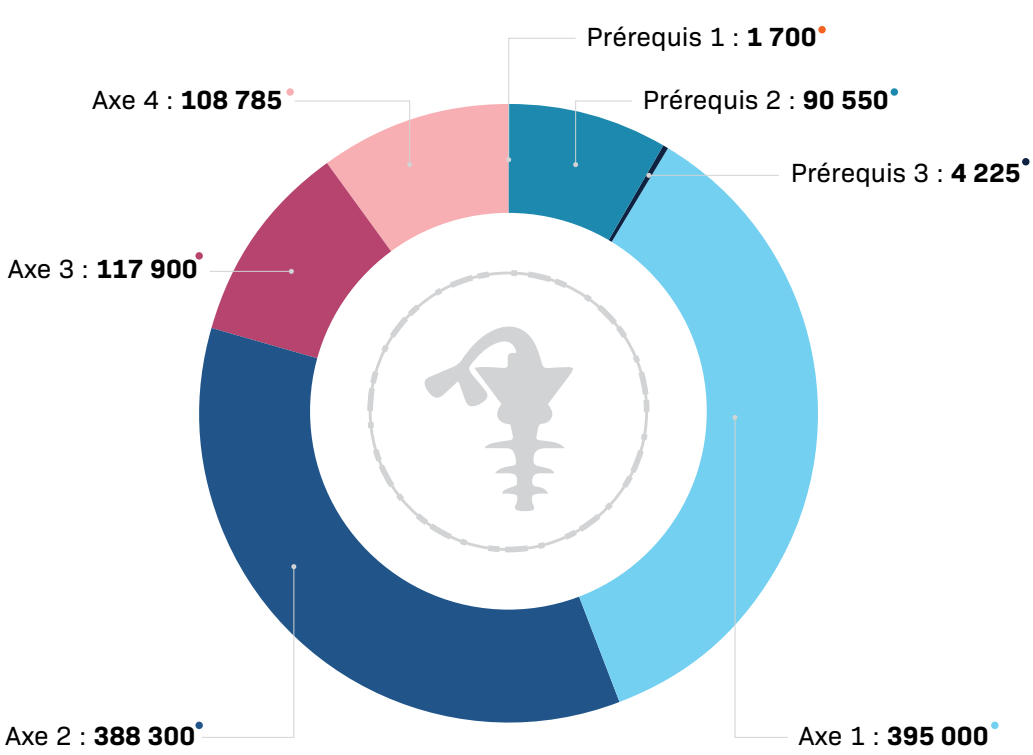
Au total le coût de la Stratégie est estimé à **mille cent six milliard quatre cent soixante millions (1 106 460 000 000) FCFA.**

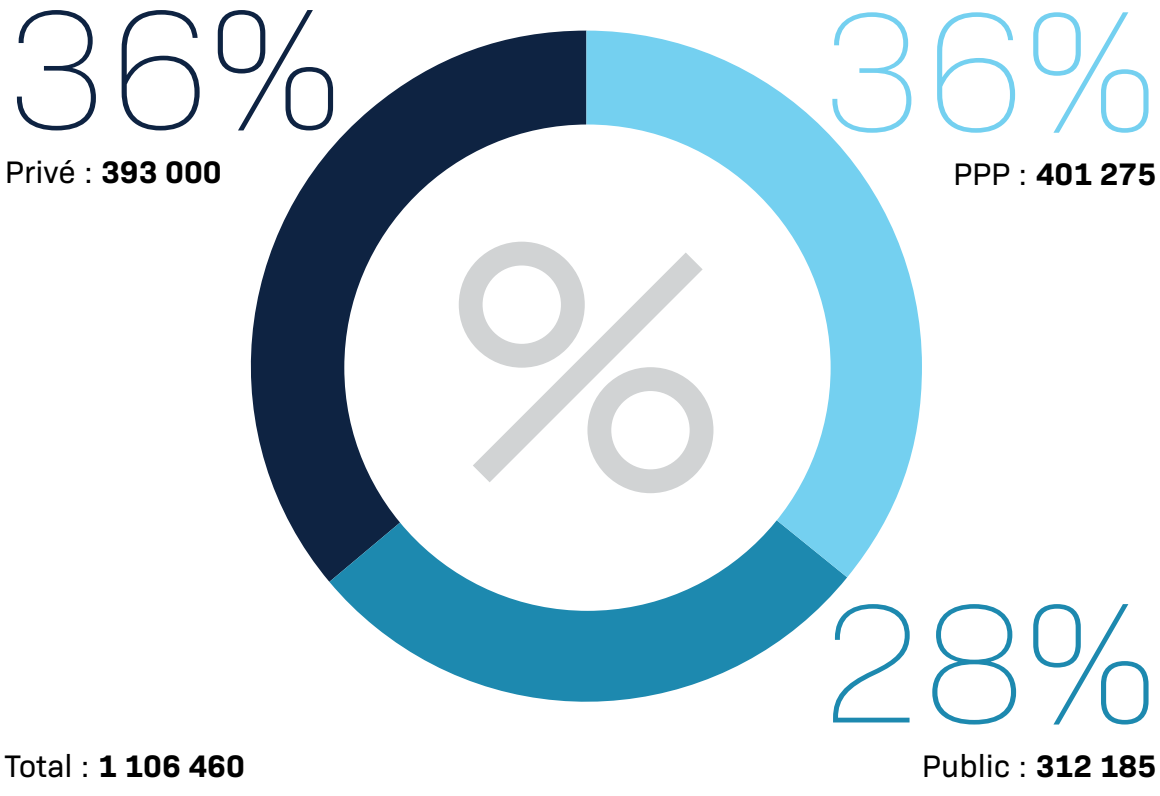
La répartition du financement nécessaire par axe est donnée dans le tableau suivant :

Graphique et tableau : répartition du coût de la stratégie par composantes

Sommaire	Coût (Millions FCFA)
Cadre juridique et institutionnel	1 700
Capital humain	90 550
Confiance numérique et cyber securité	4 225
Accès ouvert et abordable aux réseaux et services numériques	395 000
Administration numérique au service des citoyens et des entreprises	388 300
Développement d'une industrie du numérique innovante et créatrice de valeurs	117 900
Diffusion du numérique dans les secteurs économiques	108 785
Total	**1 106 460**

Type de financement	Besoins de financement (Millions de FCFA)
PPP	401 275
Privé	393 000
Public	312 185
Total	**1 106 460**


Prérequis 1 : 1 700
Prérequis 2 : 90 550
Prérequis 3 : 4 225
Axe 4 : 108 785
Axe 3 : 117 900
Axe 2 : 388 300
Axe 1 : 395 000
Axe 4
Axe 3
Axe 2
Axe 1
Prérequis 3
Prérequis 2
Prérequis 1


36%
Privé : 393 000
36%
PPP : 401 275
%
28%
Total : 1 106 460
Public : 312 185

Résumé synthétique de la SN2025 actualisée

En 2025, le numérique pour tous et pour tous les usages au Sénégal avec un secteur privé dynamique et innovant dans un écosystème performant.

PRÉREQUIS

PRÉREQUIS 1 :
CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

+ Actualiser le cadre juridique
+ Finaliser le processus de réforme
+ Développer le Télé-travail

PRÉREQUIS 2 :
CAPITAL HUMAIN

+ Renforcer la formation dans les TIC
+ Répondre à la demande du marché numérique

PRÉREQUIS 3 :
CONFIANCE NUMÉRIQUE ET CYBER SÉCURITÉ

+ Mettre en œuvre le plan d'action de la SNC2022

AXES

AXE 1 :
ACCÈS OUVERT ET ABORDABLE AUX RÉSEAUX ET SERVICES NUMÉRIQUES

- Abaisser les barrière d'entrée tarifaire
- Etendre la couverture Haut débit et Très Haut Débit Fixe et Mobile
- Inciter le développement des contenus et hébergements nationaux
- Renforcer l'inclusion numérique et la formation aux métiers du HD/THD

AXE 2 :
ADMINISTRATION NUMÉRIQUE AU SERVICE DES CITOYENS ET DES ENTREPRISES

- Améliorer l'efficacité et la synergie au sein de l'administration publique
- Accélérer la digitalisation des procédures administratives
- Améliorer la transparence et la participation citoyenne

AXE 3 :
DÉVELOPPEMENT D'UNE INDUSTRIE NUMÉRIQUE INNOVANTE ET CRÉATRICE DE VALEURS

- Améliorer l'environnement de soutien au secteur privé local
- Promouvoir l'investissement et l'exportation des services IT/BPO

AXE 4 :
DIFFUSION DU NUMÉRIQUE DANS LES SECTEURS ÉCONOMIQUES

- Digitalisation de la chaine des valeurs ajoutées (Agriculture, Elevage, Pêche)
- Mettre en œuvre la stratégie nationale de développement du commerce électronique
- Promouvoir les services financiers digitaux innovants
- Mettre en œuvre la transformation digitale du secteur de la santé
- Contribuer à la généralisation du numérique dans le système éducatif et la formation
- Promouvoir le numérique dans les industries culturelles
- Comme support pour la promotion du tourisme et l'atteinte de nouvelles cibles de clientèle
- Promouvoir l'inclusion numérique

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Sacré Cœur- Cité Keur Gorgui - Immeuble Y2
Tél : 33 889 76 02
BP : 4027 - Dakar

www.numerique.gouv.sn

Twitter: @mctpen

En partenariat
avec le

PNUD